



Statistics Canada, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6

Statistique Canada, Parc Tunney, Ottawa (Ontario), K1A 0T6


Recycled Paper
Papier recyclé

Le 13 décembre 1993

Chère abonnée,
Cher abonné,

Voici le deuxième segment de ***Tendances et faits saillants de l'agriculture et de la population agricole au Canada*, numéro 96-303SF au catalogue**. Cette nouvelle publication paraît en trois segments afin de vous donner les résultats du Recensement de 1991 le plus tôt possible.

Le **premier segment**, publié en décembre dernier dans un classeur portant le numéro 96-303F au catalogue, portait sur des faits saillants choisis provenant des données du Recensement de l'agriculture de 1991 et sur les premières données disponibles de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991.

Le **deuxième segment**, inclus dans cet envoi, présente des données additionnelles de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991. Cet envoi s'insère dans votre classeur de la façon suivante.

> Retirez la lettre explicative et les pages numérotées en chiffres romains situées au début du classeur (soit de la page v à la page xiii) et remplacez-les par les pages numérotées en chiffres romains de cet envoi. Conservez la page titre et la page «Données de catalogage avant publication (Canada)» puisqu'elles n'ont pas à être remplacées. Finalement, ajoutez les autres pages immédiatement aprés la page 38.

Le **troisième segment** de cette publication présentera les faits saillants des dernières données de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991. Vous recevrez ce segment lorsqu'il paraîtra en juin 1994.

Le centre de consultation de Statistique Canada le plus près de vous est en mesure de vous fournir de plus amples renseignements sur cette publication et sur les statistiques ou services qui s'y rapportent. Vous trouverez la liste de ces centres à la page qui a pour titre «Données sous plusieurs formes...» qui apparaît au début de la publication. On vous y indique aussi comment commander nos publications; une formule de commande pratique a été insérée à la fin de la publication.

L'Unité des services aux utilisateurs du Recensement de l'agriculture produit des totalisations spéciales selon les exigences des clients, qui font l'objet d'un recouvrement des coûts. **Pour de plus amples renseignements au sujet de nos produits et services**, veuillez communiquer avec :

Anne Couillard
Unité des services aux utilisateurs
Recensement de l'agriculture
Téléphone: (613) 951-3848 / Télécopieur: (613) 951-1680
ou encore composez sans frais au Canada le 1-800-465-1991

Veuillez agréer, chére abonnée, cher abonné, l'expression de mes sentiments distingués.

Le gestionnaire du Recensement de l'agriculture

Mel Jones

Mel Jones



Statistique Canada
Division de l'agriculture

Tendances et faits saillants de l'agriculture et de la population agricole au Canada

Publication autorisée par le ministre
responsable de Statistique Canada

Décembre 1992

Prix : Canada : 29 $
États-Unis : 35 $ US
Autres pays : 41 $ US

N° 96-303F au catalogue

ISBN 0-660-93606-2

Ottawa

This publication is available in English upon request
(Catalogue No. 96-303E).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Des données sous plusieurs formes . . .

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, sur microfiches et microfilms et sur bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toutes demandes de renseignements au sujet de cette publication ou de statistiques et services connexes doivent être adressées à:

Services aux utilisateurs
Recensement de l'agriculture
Division de l'agriculture

Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: 951-8711 ou sans frais 1-800-465-1991) ou au centre de consultation de Statistique Canada à:

St. John's	(772-4073)	Winnipeg	(983-4020)
Halifax	(426-5331)	Regina	(780-5405)
Montréal	(283-5725)	Edmonton	(495-3027)
Ottawa	(951-8116)	Calgary	(292-6717)
Toronto	(973-6586)	Vancouver	(666-3691)

Un service d'appel interurbain sans frais est offert, dans toutes les provinces et dans les territoires, **aux utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres régionaux de consultation.

Terre-Neuve et Labrador	1-800-563-4255
Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	1-800-565-7192
Québec	1-800-361-2831
Ontario	1-800-263-1136
Manitoba	1-800-542-3404
Saskatchewan	1-800-667-7164
Alberta	1-800-282-3907
Sud de l'Alberta	1-800-472-9708
Colombie-Britannique (sud et centrale)	1-800-663-1551
Yukon et nord de la C.-B. (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Zénith 0-8913
Territoires du Nord-Ouest (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Appelez à frais virés au 403-495-3028

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à la Section des ventes des publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

1(613)951-7277

Numéro du télécopieur 1(613)951-1584

Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Toronto
Carte de crédit seulement (973-8018)

DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION (CANADA)

Vedette principale au titre:

Tendances et faits saillants de l'agriculture et de la population agricole au Canada

Publié aussi en anglais sous le titre: Trends and highlights of Canadian agriculture and its people.
ISBN 0-660-93606-2
CS96-303F

1. Agriculture -- Canada -- Statistiques. 2. Agriculteurs -- Canada -- Statistiques. 3. Canada -- Recensement, 1991. I. Statistique Canada. Division de l'agriculture. II. Titre.

HA741.5.1991 T4614 1992
338.1'0971'021
C93-099312-8

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



REMERCIEMENTS

La présente publication n'aurait pas vu le jour sans la coopération et le soutien constants des exploitants agricoles et des Canadiens qui ont participé au Recensement de l'agriculture, au Recensement de la population de 1991 et à des recensements antérieurs.

Nous tenons à remercier une équipe considérable formée du personnel de plusieurs divisions de Statistique Canada. Qu'il s'agisse des collectes sur le terrain, de l'établissement de cartes, de l'analyse et du traitement des données ou de la production de cette publication, de nombreuses personnes dévouées ont contribué au succès du Recensement de l'agriculture de 1991.

Toutes les photos publiées sont une gracieuseté d'Agriculture Canada.

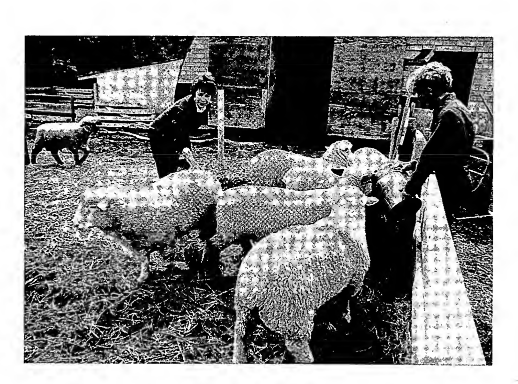


TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES - fin

FAITS SAILLANTS

Base de données du Recensement de l'agriculture de 1991

- Le Recensement de l'agriculture de 1991 a dénombré 280 043 fermes de recensement, une diminution de 4,5 % depuis 1986.
- Les fermes sous contrôle familial représentaient 98 % des fermes de recensement, comparativement à 99 % en 1986.
- Le nombre de tracteurs à quatre roues motrices s'est accrû du tiers au Canada entre 1986 et 1991.
- De 1970 à 1985, le recours aux engrais chimiques et aux herbicides s'est accrû de façon constante, une tendance ayant basculé au Recensement de 1991.
- En 1991, le tiers des terres ensemencées au Canada avaient été préparées par un travail de conservation du sol ou sans travail préalable du sol.
- La proportion d'exploitations agricoles qui utilisent un micro-ordinateur pour gérer leur entreprise a quadruplé de 1986 à 1991, puisqu'elle est passée de 2,6 % à 11 %.

Base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (100 %)

- En 1991, la population agricole canadienne était de 867 265, c'est-à-dire 3,2 % de la population totale.
- Le Recensement de l'agriculture de 1991 a dénombré un total de 390 870 exploitants agricoles administrant les fermes du Canada.
- En 1991, 63 % des fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant, tandis que 32 % l'étaient par deux exploitants, et 4 %, par trois exploitants ou plus.
- En 1991, 26 % des exploitants agricoles canadiens étaient des femmes.
- En 1991, 14 % des exploitants uniques habitaient hors de leur ferme.
- En 1991, les quatre langues maternelles les plus usuelles chez les exploitants agricoles étaient l'anglais (68 %), le français (15 %), l'allemand (6 %), et l'ukrainien (3 %).

Base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (20 %)

- L'agriculture représente l'occupation secondaire de 38 % des 390 725 exploitants agricoles canadiens – leur occupation principale ne relève pas de l'agriculture.
- Entre les Recensements de l'agriculture de 1986 et de 1991, le pourcentage d'agriculteurs principaux – c'est-à-dire les exploitants agricoles qui ont déclaré l'agriculture comme occupation principale – a diminué, passant de 68 % à 65 %.
- En 1991, environ les deux tiers des exploitants agricoles de sexe masculin ont déclaré être des agriculteurs principaux, comparativement à moins de la moitié des exploitantes agricoles.
- Comptant en moyenne 11,1 années d'études, les exploitants agricoles comptent de plus en plus une meilleure éducation. Cette tendance (un nombre moyen d'années d'études plus élevé) est aussi présente pour l'ensemble de la population active.
- En 1991, les agriculteurs principaux ont déclaré un revenu agricole brut moyen de 124 935 $, comparativement à 47 676 $ pour les agriculteurs secondaires.

INTRODUCTION

La présente publication analyse les principales variables agricoles et socio-économiques du Recensement de l'agriculture de 1991 et du Recensement de la population de 1991. Le processus d'analyse utilise souvent des données des recensements antérieurs afin de mettre en contexte les données de 1991 et pour indiquer certaines tendances. On utilise aussi des graphiques et des tableaux.

Le contenu de cette publication provient de plusieurs sources. La majeure partie de la section sur la Base de données du Recensement de l'agriculture de 1991 provient du *Quotidien* (le bulletin d'information statistique officiel de Statistique Canada) du 4 juin 1992. De même, la section de la Base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (100 %) provient de l'addenda au *Quotidien* du 17 novembre 1992. Ces sections ont formé le premier segment de cette publication, en décembre 1992.

Le deuxième segment, publié en décembre 1993, contient la section portant sur la base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (20 %) et provient de l'addenda au *Quotidien* du 16 novembre 1993. (Ceci explique les menues différences de présentation entre les trois sections.)

Le troisième et dernier segment de cette publication sera disponible en juin 1994 et présentera une analyse additionnelle à partir de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (20 %).

STRUCTURE DE CETTE PUBLICATION

La présente publication est diffusée en trois segments afin de vous faire parvenir les résultats des recensements de 1991 le plus tôt possible. Le premier segment, disponible en décembre 1992, présente les faits saillants de la base de données du Recensement du l'agriculture de 1991 et des données clés de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (100 %) sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial et la langue maternelle. Ces variables faisaient l'objet de questions de base dans le questionnaire du Recensement de la population de 1991, qui a été rempli par 100 % de la population canadienne. Le texte dans ce segment est accompagné de tableaux et de graphiques.

Le second segment, disponible en décembre 1993, présente une analyse socio-économique de données provenant de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (20 %). Ces données traitent du niveau de scolarité, de l'occupation et de la mobilité des exploitants agricoles; elles proviennent de la formule 2B du Recensement de la population (souvent appelée «formule complète»), qui a été remplie par 20 % des ménages canadiens. Encore une fois, le texte sera accompagné de tableaux et de graphiques.

Le dernier segment sera disponible en juin 1994 et analysera les exploitants et leurs familles agricoles à l'aide de la base de données agriculture-population du Recensement de 1991 (20 %).

Si vous avez besoin d'aide pour comprendre les questionnaires du Recensement de la population de 1991, veuillez consulter la section Terminologie du recensement dans cette publication, ou *Le recensement de 1991 en bref*, nº 92-305F au catalogue.

La Division de l'agriculture a élaboré une vaste gamme de publications en utilisant le Recensement de l'agriculture de 1991 ainsi que d'autres données. Les publications les plus pertinentes de la Division de l'agriculture et du Recensement de la population de 1991 sont notées dans la section Lectures suggérées.

De plus, il existe de l'information sur le contexte du Recensement de l'agriculture de 1991 ainsi que sur les mesures prises pour assurer la confidentialité et la qualité des données. On trouve aussi des notes sur les méthodes d'arrondissement et sur les unités géographiques, de même que certaines définitions concernant le recensement.

LECTURES SUGGÉRÉES

Choisies parmi les publications de Statistique Canada

Publications additionnelles du Recensement de l'agriculture de 1991

Publications de données

Aperçu de l'agriculture canadienne selon les données du recensement, 1971-1991
numéro 93-348 au catalogue,
bilingue, *maintenant disponible*

Profils agricoles – partie 1
11 publications cataloguées, bilingues,
maintenant disponibles

Profils agricoles – partie 2
11 publications cataloguées, bilingues,
maintenant disponibles

Profil de la population agricole canadienne
numéro 93-349 au catalogue,
bilingue, *disponible: juin 1994*

Publications analytiques

Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne
numéro 96-301 au catalogue,
bilingue, *disponible: juin 1994*

Autres publications de la Division de l'agriculture

Statistiques financières agricoles
numéro 21-205 au catalogue,
annuel, bilingue

Données agricoles
numéro 21-522 au catalogue,
annuel, anglais ou français

Statistiques économiques agricoles
numéro 21-603 au catalogue,
bi-annuel, anglais ou français

Série de rapports sur les grandes cultures
numéro 22-002 au catalogue,
saisonnier, bilingue

Statistique du bétail
numéro 23-603 au catalogue,
saisonnier, anglais ou français

Publications du Recensement de la population de 1991

Régions urbaines et rurales, Canada, provinces et territoires – Partie A
numéro 93-339 au catalogue, bilingue,
maintenant disponible

Pour obtenir une publication veuillez téléphoner au 1-613-951-7277 ou utilisez le numéro du télécopieur 1-613-951-1584. Pour appeler sans frais, au Canada, composez le 1-800-267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation pour une commande faite par téléphone ou télécopieur.

CONTEXTE

Historique

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 prévoyait la tenue d'un recensement tous les 10 ans à compter de 1871. Toutefois, afin de quantifier les changements rapides découlant de l'essor foudroyant qu'a connu l'Ouest canadien au tournant du siècle, le Recensement de l'agriculture a été réalisé tous les cinq ans au Manitoba à compter de 1896, puis en Saskatchewan et en Alberta, à compter de 1906. Dès 1956, la croissance économique et le développement rapides firent en sorte qu'il devint nécessaire de recueillir des données nationales sur la démographie à intervalles plus fréquents. À cette fin, les Recensements quinquennaux de l'agriculture et de la population ont alors été étendus à l'ensemble du pays.

Chaque année de recensement, tous les ménages agricoles du Canada reçoivent deux questionnaires, l'un pour le Recensement de l'agriculture et l'autre pour le Recensement de la population. Le Recensement de l'agriculture permet d'obtenir une vision de l'agriculture canadienne en fournissant, à l'échelle nationale, provinciale et infraprovinciale, des données statistiques sur des sujets tels que les superficies cultivées, le nombre de têtes de bétail, les semaines de travail agricole, le nombre et la valeur des machines agricoles, les dépenses et les revenus des exploitations agricoles et les pratiques de gestion des terres. Par ailleurs, le Recensement de la population permet de recueillir des renseignements importants sur la population canadienne comme l'âge, le sexe, le niveau de la scolarité, les langues parlées, le revenu, le type de logement et l'âge des habitations, pour n'en nommer que quelques-uns.

Élaboration du questionnaire

Avant la tenue de chaque recensement, des ateliers ont lieu partout au Canada afin de déterminer les besoins des personnes qui utilisent les données du Recensement de l'agriculture. Tandis qu'on procède à la consultation et à des essais exhaustifs auprès des répondants, on élabore le contenu du questionnaire qui est ensuite soumis à l'approbation du Cabinet. Certaines questions de base sont posées à l'occasion de chaque recensement, tandis que d'autres questions sont ajoutées, modifiées ou éliminées.

Les publications du Recensement de l'agriculture concernant chaque province contiennent un exemplaire du questionnaire ayant servi au recensement de l'année correspondante. On peut identifier les différentes modifications apportées au questionnaire de 1991, et à ceux des recensements précédents, en se reportant à chacun des questionnaires de recensement produits pendant cette période.

Procédures de collecte des données

Le fait de réaliser simultanément les Recensements de l'agriculture et de la population permet de rationaliser les procédures de collecte et de réduire les coûts. Les recenseurs visitent chaque ménage et y laissent un questionnaire du Recensement de la population. Si un membre du ménage exploite une ferme, le recenseur laisse également un questionnaire du Recensement de l'agriculture. Jusqu'en 1991, les recenseurs recueillaient eux-mêmes les questionnaires dans les régions rurales. Toutefois, en 1991, les répondants devaient remplir leur questionnaire et le retourner par la poste dans une enveloppe de courrier-réponse fournie à cette fin. Après avoir fait l'objet d'un contrôle initial par les recenseurs, les questionnaires étaient envoyés aux centres régionaux pour y subir un premier traitement, puis ils étaient acheminés à Ottawa. En 1991, également, un service d'appel sans frais était offert aux répondants ayant besoin d'aide pour remplir le questionnaire.

Information sur les sources de données

Le Recensement de l'agriculture met à la disposition des utilisateurs un large éventail de produits et services destinés à satisfaire leurs besoins en matière de statistiques agricoles. Les données utilisées pour élaborer ces produits et services sont tirées des questionnaires remplis des Recensements de l'agriculture et de la population. De fait, les données figurant sur chaque questionnaire sont introduites dans des bases de données à partir desquelles les publications et les produits personnalisés sont ensuite créés. On trouve ci-après une brève description des deux bases de données utilisées.

Bases de données du Recensement de l'agriculture

La base de données du Recensement de l'agriculture de 1991 comprend des données relatives à toutes les variables du Recensement de l'agriculture de 1991 ainsi qu'à certaines variables dérivées comme le genre de ferme et le capital agricole. Il existe des bases de données similaires pour les années de recensement de 1971 à 1986.

Bases de données agriculture-population

La base de données agriculture-population est créée au moyen d'un couplage informatisé de la base de données du Recensement de l'agriculture de 1991 et de la base de données du Recensement de la population de 1991. Elle permet d'extraire des données sur les caractéristiques socio-économiques des exploitants agricoles et sur leur famille selon certaines caractéristiques agricoles, comme le sexe et l'âge des exploitants de fermes laitières. Il existe également des bases de données pour les recensements de 1971, 1981 et 1986.

Afin de bien comprendre les bases de données agriculture-population, il est essentiel de connaître les questionnaires du Recensement de la population de 1991. Le lecteur trouvera une description générale de ces questionnaires ci-après, mais il peut se reporter à la publication *Le recensement de 1991 en bref*, nº 92-305F au catalogue pour obtenir une description plus détaillée.

Il existe deux questionnaires du Recensement de la population : la formule 2A et la formule 2B. Sont exposées ci-dessous les principales différences existant entre ces deux formules en 1991 :

Formule 2A	Formule 2B
• Questionnaire abrégé • Remis à 80 % des ménages • Questions de base : nom âge sexe état matrimonial langue maternelle données sur le logement	• Questionnaire complet • Remis à 20 % des ménages • Toutes les questions de base de la formule 2A plus : mobilité activité revenu scolarité incapacité citoyenneté données sur le logement origine ethnique

Comme les questions de base figurent sur les deux questionnaires, on recueille des données intégrales pour toutes les variables correspondantes. En revanche, les questions additionnelles figurant sur la formule 2B permettent de recueillir des données plus détaillées auprès d'un échantillon de 20 % des ménages canadiens. Ces données sont ensuite utilisées pour établir des estimations relatives à l'ensemble de la population.

Qualité des données

Le Recensement de l'agriculture est une enquête quinquennale (menée tous les cinq ans) auprès de toutes les exploitations agricoles canadiennes, y compris les fermes d'établissements institutionnels, les stations de recherche et les pâturages communautaires.

Le Recensement de la population, qui est également une enquête quinquennale, porte sur tous les ménages et toutes les personnes au Canada. Le Recensement de 1991 a été une entreprise complexe et de grande envergure. Bien que l'on ait déployé des efforts considérables pour assurer le respect des normes élevées tout au cours des opérations de la collecte et du traitement, il est inévitable que les estimations résultantes comportent un certain pourcentage d'erreurs. Cela est également vrai pour le Recensement de l'agriculture. Il faut que les utilisateurs des données du recensement sachent que ces erreurs existent et qu'ils aient une idée générale de ses principales composantes afin d'être en mesure de déterminer si les données produites peuvent leur être utiles et d'évaluer les risques auxquels ils s'exposent en tirant des conclusions ou en prenant des décisions à partir de ces données.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage représentent des erreurs qui n'ont pas trait à l'échantillonnage et qui peuvent survenir tout au long du déroulement de l'enquête pour un grand nombre de raisons. Par exemple, la non-réponse constitue une source importante d'erreurs non dues à l'échantillonnage. La couverture, les différences dans l'interprétation des questions, les informations inexactes reçues des répondants, ainsi que les erreurs commises durant l'enregistrement, le codage et le traitement des données, représentent d'autres exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage.

Chaque fois que l'on procède au Recensement, on évalue et améliore les procédures de façon à recueillir des renseignements complets et exacts sur chaque ménage et chaque exploitation agricole au Canada. Pour s'assurer que les données soient de haute qualité, on applique des procédures de contrôle à chaque étape de la collecte et du traitement des données.

Une fois le traitement complété, les données sont soigneusement validées en les comparant avec les résultats du recensement précédent de même qu'avec les résultats d'autres enquêtes et données administratives. Suite à ces procédures, les données du recensement publiées sont de très bonne qualité alors que les données des variables principales montrent une qualité supérieure.

Toutes les données totalisées sont sujettes aux règles de la confidentialité pour prévenir toute divulgation d'information sur une exploitation agricole particulière ou un individu.

Des renseignements techniques sur les concepts, la méthodologie d'enquête et la qualité des données pour le Recensement de l'agriculture sont disponibles dans *Profil agricole du Canada – Partie 1*, numéro 93-350 au catalogue. Pour ce qui est du Recensement de la population, vous trouverez des renseignements technique sur les concepts et la méthodologie d'enquête dans le *Dictionnaire du recensement de 1991*, numéro 92-301F au catalogue.

Le Recensement de l'agriculture de 1991 ainsi que le Recensement de la population de la même année constituent la source de la base de données agriculture-population. Les données du Recensement de la population de 1991 se rapportant aux exploitants identifiés sur les questionnaires du Recensement de l'agriculture sont soit des données intégrales (c.-à.-d. pour les questions de base apparaissant sur les versions complète et abrégée des questionnaires du recensement de la population) soit des données-échantillon (c.-à.-d. pour les questions de la version complète du questionnaire répondues auprès d'un échantillon aléatoire de 20 % des ménages) que l'on a pondérées pour obtenir des estimations pour l'ensemble de la population.

Les erreurs d'échantillonnage entrent en ligne de compte dans le cas des questions des formulaires complets du Recensement de la population (formule 2B) auxquelles un échantillon d'un cinquième des ménages devaient répondre. Les erreurs découlent du fait que les réponses à ces questions, lorsqu'elles sont pondérées afin d'être représentatives de l'ensemble de la population, diffèrent inévitablement quelque peu des résultats qui auraient été obtenus si tous les ménages avaient été priés de répondre à ces questions. Les utilisateurs devraient noter que les variables principales présentes sur la base de données sont de très bonne qualité. Les erreurs d'échantillonnage associées aux variables du questionnaire complet (formule 2B) sont minimes étant donné que les données du questionnaire abrégé (formule 2A) étaient une excellente source pour valider l'exactitude des variables comprises sur ces deux questionnaires du recensement de la population.

Pour plus de renseignements sur l'échantillonnage et le système de pondération et sur la qualité des données et la méthodologie de la base de données agriculture-population, veuillez communiquer avec l'Unité des services aux utilisateurs, Recensement de l'agriculture, au (613) 951-8711 ou sans frais, au Canada, au 1-800-465-1991.

NOTES À L'INTENTION DES UTILISATEURS DE DONNÉES

Notes d'ordre général

Facteurs de conversion

Les données figurant dans la présente publication sont exprimées en unités impériales uniquement. Voici les facteurs de conversion utilisés par Statistique Canada :

1 acre	=	0,404 685 6 hectare
1 hectare	=	2,471 acres
1 arpent	=	0,845 acre (pour les répondants du Québec qui ont déclaré les superficies en arpents)

Arrondissement

Dans la section Base de données du Recensement de l'agriculture de 1991 de cette publication, en raison de l'utilisation de facteurs de conversion et de l'arrondissement des fractions en nombres entiers dans certains cas, il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des chiffres arrondis ou transformés.

Unités géographiques

Les données recueillies dans le cadre du Recensement de l'agriculture et les données de la base de données agriculture-population sont agrégées pour divers secteurs statistiques et entités administratives établis. Vous trouverez ci-dessous les définitions des niveaux géographiques. Pour obtenir des renseignements additionnels sur la géographie du recensement, veuillez consulter la publication intitulée *Dictionnaire du recensement de 1991*, numéro 92-301F au catalogue.

Canada

Les totaux pour le Canada ne tiennent pas compte des données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Province et territoire

Ces unités correspondent aux principales divisions politiques du Canada. Du point de vue statistique, ce sont des unités de base pour lesquelles toutes les données sont totalisées et recoupées.

Terminologie du recensement

Capital agricole

Valeur de l'ensemble des terres, des bâtiments, de la machinerie, du matériel (y compris les véhicules de tourisme), du bétail et des volailles. La valeur du bétail et de la volaille déclarés à l'occasion du recensement a été établie à partir des données sur les prix agricoles moyens pour les espèces respectives de bétail et de volaille. La valeur des terres, des bâtiments, de la machinerie et du matériel a été déclarée par les répondants le 4 juin 1991. Le capital agricole ne comprend pas la valeur des cultures non récoltées ou stockées, ni celle des intrants agricoles non utilisés, comme les engrais et les graines de semence.

Catégorie de travailleurs

Variable permettant de classer les exploitants qui ont déclaré un emploi selon (i) qu'ils ont surtout travaillé contre rémunération, à commission ou contre rémunération en nature ou (ii) qu'ils ont travaillé surtout à leur compte, avec ou sans personnel rémunéré. L'emploi déclaré désigne l'emploi qu'ils occupaient au cours de la semaine ayant précédé le recensement (appelée «semaine de référence») ou, s'ils n'ont pas travaillé au cours de cette semaine, l'emploi qu'ils ont occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier 1990. Les personnes ayant occupé deux emplois ou plus cette semaine-là devaient donner des renseignements sur celui auquel elles avaient consacré le plus grand nombre d'heures.

Les personnes travaillant à leur compte et qui ont déclaré une entreprise incorporée sont inclus dans la catégorie "Travaille pour salaire, traitement, pourboires ou commissions".

Exploitant agricole

Personne responsable des décisions quotidiennes prises pour la bonne marche d'une exploitation agricole. Pour la première fois en 1991, il était possible de déclarer plus d'un exploitant pour chaque exploitation agricole.

Famille agricole

Famille qui comprend un exploitant agricole. Une famille désigne un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption.

Famille de recensement

Couple actuellement marié (avec ou sans fils et/ou filles jamais marié(e)s des deux conjoints ou de l'un d'eux), couple vivant en union libre (avec ou sans fils et/ou filles jamais marié(e)s des deux partenaires ou de l'un d'eux) ou parent seul (peu importe son état matrimonial) demeurant avec au moins un fils ou une fille jamais marié(e).

Famille économique

Groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption.

Ferme de recensement

Ferme, ranch ou autre exploitation agricole qui produit dans l'intention de vendre au moins un des articles suivants : cultures, bétail, volaille, produits d'origine animale, produits de serre ou de pépinière, champignons, gazon, miel ou produits de la sève d'érable. Les fermes de recensement sont souvent désignées sous le nom d'exploitations agricoles.

Genre de ferme

Chaque ferme de recensement est classée selon son activité principale, laquelle est déterminée en estimant les revenus agricoles totaux bruts susceptibles d'être tirés de la vente des cultures et du bétail déclarés sur le questionnaire. C'est le produit ou le groupe de produits qui représente 51 % ou plus des revenus agricoles potentiels totaux qui détermine le genre de ferme. Ainsi, une ferme de recensement qui a tiré 60 % de ses revenus agricoles potentiels totaux de sa production laitière, 20 % de ses vaches de boucherie et 20 % de la vente de petites graines serait classée comme une ferme laitière.

Langue maternelle

Est la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par le recensé au moment du recensement. Si deux langues ont été apprises simultanément, la langue la plus souvent parlée à la maison durant l'enfance, a été sélectionnée.

Ménage

Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada. Le ménage se compose ordinairement d'un groupe familial (famille de recensement), avec ou sans personnes hors famille de recensement. Il peut aussi se composer de deux familles ou plus partageant le même logement, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une personne seule. Les membres d'un ménage qui sont temporairement absents le jour du recensement (par exemple ceux qui résident temporairement ailleurs) sont considérés comme faisant partie de leur ménage habituel. Aux fins du Recensement, chaque personne est membre d'un seul et unique ménage. Les ménages dont il est question dans la présente publication sont ceux dont au moins un membre est un exploitant agricole.

Ménage d'exploitant agricole

Ménage dont un des membres est un exploitant agricole. Le ménage désigne une personne ou un groupe de personnes occupant un même logement.

Niveau d'études le plus élevé

Dernière année d'études terminée ou non au niveau primaire ou secondaire, ou dernière année universitaire ou non universitaire terminée. Dans la hiérarchie de la scolarité, les études universitaires sont classées au-dessus de la catégorie «postsecondaire, non universitaire». En outre, la personne qui a obtenu un grade, certificat ou diplôme se trouve classée à un échelon au-dessus de celle qui a un nombre d'années d'études plus élevé, terminées ou non, mais qui n'a pas de titre scolaire. Ces renseignements sont recueillis à un niveau détaillé. Les catégories dont on s'est servi aux fins de la présente publication ont été regroupées comme suit:

- Moins d'une 9e année
  - Aucune scolarité ou uniquement l'école maternelle
  - De la 1re à la 8e année
- De la 9e à la 13e année
  - De la 9e à la 13e année
  - Certificat d'études secondaires

Postsecondaire, non universitaire
Certificat ou diplôme d'une école de métiers
Autres études non universitaires seulement, avec ou sans certificat ou diplôme

Études universitaires
Études universitaires sans et avec grade universitaire

Population agricole

Toutes les personnes faisant partie du ménage d'un exploitant agricole et habitant une ferme dans une région rurale ou urbaine.

Population rurale agricole

La population agricole comprend toutes les personnes demeurant dans les régions rurales, qui font partie de ménages d'exploitants agricoles et qui ont résidé dans une ferme située dans une région rurale.

Profession

Genre de travail que faisaient les exploitants pendant la semaine de référence. Le genre de travail exécuté est défini d'après le type d'emploi occupé par le recensé et par la description des tâches les plus importantes qui s'y rattachent. Si l'exploitant agricole n'avait pas d'emploi au cours de la semaine ayant précédé le Recensement, les données portent sur l'emploi qu'il avait occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier 1990. Les exploitants qui avaient deux emplois et plus devaient donner des renseignements sur l'emploi auquel ils avaient consacré le plus d'heures de travail.

Certains exploitants agricoles qui travaillent à l'extérieur de la ferme, par exemple un électricien, ont déclaré leur emploi non agricole. Par conséquent, selon le type de profession qu'ils ont déclaré, ils peuvent être inclus dans la catégorie des «professions non agricoles».

Le sous-groupe «autres professions agricoles» englobe les surveillants agricoles et les personnes dont les activités ont trait à l'agriculture, à l'horticulture et à l'élevage. Ils cultivent les produits de la terre et élèvent des volailles et des animaux de ferme; conduisent des machines agricoles; vaporisent des produits chimiques sur les récoltes et les animaux de ferme afin de les protéger contre les insectes et les maladies; préparent les produits pour la vente; rendent des services aux exploitants agricoles; entretiennent des terrains publics et privés, des parcs, des cimetières et des terrains de jeu et de sport; et prennent soin des oiseaux, des poissons et d'autres animaux dans les établissements de recherche, les jardins zoologiques, les chenils et les étangs.

Revenus agricoles totaux bruts

Font partie de cette catégorie:

- tous les revenus de la vente de produits agricoles
- les paiements reçus d'offices de mise en marché
- les paiements reçus de programmes et les remises
- les dividendes reçus des coopératives
- les revenus du travail à forfait et tous les autres revenus agricoles.

Ne font pas partie de cette catégorie:

- les revenus de la vente de biens en capital (par exemple les terres, les bâtiments ou la machinerie)
- les revenus provenant de la vente de produits achetés uniquement aux fins de les vendre au détail.

Travail

Par «travail», on entend:

- le travail effectué pour toucher un salaire, un traitement, des pourboires ou des commissions

- le travail au sein de sa propre entreprise, ferme ou cabinet professionnel

- le travail non rémunéré dans une entreprise ou une ferme familiale

- les congés payés ou les congés de maladie

- les absences payées pour suivre des cours de formation.

Ce terme exclut le travail ménager et les autres travaux d'entretien et de réparation, de même que le travail bénévole.

Le «nombre moyen de semaines travaillées en 1990» correspond au nombre moyen de semaines en 1990 au cours desquelles l'exploitant agricole a travaillé, même si ce n'est que pendant quelques heures.

Le «nombre moyen d'heures travaillées durant la semaine précédant le jour du Recensement» est fondé sur le nombre d'heures que l'exploitant agricole a déclaré avoir travaillé pendant la semaine précédant le dénombrement.

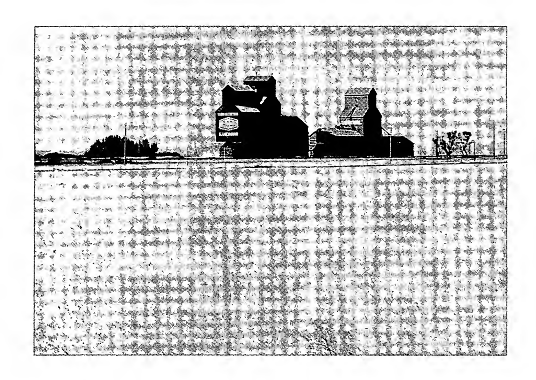
Vous trouverez des renseignements additionnels sur les termes du Recensement dans la publication de Statistique Canada intitulée *Dictionnaire du recensement de 1991*, numéro 92-301F au catalogue.

Travail hors ferme rémunéré

Le travail hors ferme rémunéré est calculé à partir du nombre de jours que l'exploitant agricole a travaillé à l'extérieur de la ferme contre rémunération en 1990. Cela ne comprend pas le travail à forfait.

Aux fins de la présente publication, font partie de la catégorie du «temps partiel» les personnes qui travaillent moins de 190 jours pendant l'année civile. Celle du «temps plein» regroupe les personnes qui travaillent 190 jours et plus.

BASE DE DONNÉES DU RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE DE 1991



Selon le Recensement de 1991, le nombre de fermes diminue mais leur taille augmente

Une ferme de recensement est une exploitation agricole dont les produits sont destinés à la vente. Cette définition générale sert à faire l'inventaire des produits et des ressources agricoles au Canada.

- Le Recensement de l'agriculture de 1991 a dénombré 280 043 fermes de recensement, ce qui représente 4,5 % de moins que les 293 089 fermes recensées en 1986. Ce recul s'inscrivait dans un mouvement à la baisse amorcé il y a 50 ans, en 1941, année où le nombre de fermes avait culminé à 732 832.

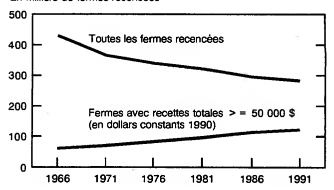
- Alors que le nombre total de fermes a diminué, le nombre de grandes fermes (recettes brutes de plus de 50 000 $ en dollars constants de 1990) s'est quant à lui accrû de 6 % de 1986 à 1991, puisqu'il est passé de 111 414 à 118 365. À l'échelle provinciale, le nombre de grandes fermes a toutefois diminué à trois endroits : à l'Île-du-Prince-Édouard (-4 %), au Nouveau-Brunswick (-4 %) et en Ontario (-1 %).

- Depuis 1986, le nombre total de fermes de recensement n'a augmenté que dans deux provinces : en Colombie-Britannique (1 %) et à Terre-Neuve (11 %). Par contre, il a diminué à un rythme moindre que la moyenne nationale, en Saskatchewan (-4 %) et en Alberta (-1 %).

- Dans toutes les autres provinces, le nombre de fermes a davantage diminué qu'il ne l'a fait en moyenne à l'échelle nationale. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard que le nombre de fermes de recensement a connu le recul le plus prononcé, soit une diminution de 17 % qui s'inscrivait dans la tendance à des baisses intercensitaires à deux chiffres amorcée en 1961.



Les fermes sont plus grandes mais moins nombreuses en 1991, Canada, 1966 à 1991



Nombre de fermes recencées

	Toutes les fermes recensées			Recettes totales > = 50 000 $		
	Nombre en 1986	Nombre en 1991	Variation en % depuis 1986	Nombre en 1986	Nombre en 1991	Variation en % depuis 1986
Terre-Neuve	651	725	11.4	159	193	21.4
Île-du-Prince-Édouard	2,833	2,361	-16.7	1,117	1,072	-4.0
Nouvelle-Écosse	4,283	3,980	-7.1	1,107	1,172	5.9
Nouveau-Brunswick	3,554	3,252	-8.5	1,091	1,052	-3.6
Québec	41,448	38,076	-8.1	18,574	19,008	2.3
Ontario	72,713	68,633	-5.6	27,338	26,996	-1.3
Manitoba	27,336	25,706	-6.0	11,449	11,676	2.0
Saskatchewan	63,431	60,840	-4.1	25,316	28,509	12.6
Alberta	57,777	57,245	-0.9	21,357	24,269	13.6
Colombie-Britannique	19,063	19,225	0.8	3,906	4,418	13.1
Canada	**293,089**	**280,043**	**-4.5**	**111,414**	**118,365**	**6.2**

Les fermes sous contrôle familial sont toujours prédominantes

- En 1991, les fermes sous contrôle familial représentaient 98 % des fermes de recensement au Canada, comparativement à 99 % en 1986. Les sociétés non familiales exploitaient 1 % de toutes les fermes en 1991. Les établissements institutionnels, les pâturages communautaires et les colonies huttérites constituaient le reste des fermes.

Pourcentage des recettes agricoles brutes qu'ont touchées les fermes figurant dans les 25 % les plus importantes

- En 1991, le quart des fermes de recensement ont touché les trois quarts des recettes agricoles brutes. Cette situation n'a pratiquement pas changé au cours des trois derniers recensements.

- On observe à l'échelle provinciale une nette variation quant à la part des recettes agricoles brutes qu'ont touchées le premier quart de l'ensemble des fermes classées par ordre d'importance. À Terre-Neuve et en Colombie-Britannique, ces fermes touchaient 90 % des recettes agricoles provinciales, tandis qu'en Saskatchewan, elles en touchaient 62 %. Comme en Saskatchewan la proportion des recettes que touchaient ces fermes au Québec et au Manitoba (72 %) était inférieure à la moyenne nationale.

% des recettes agricoles brutes qu'ont touchées les fermes figurant dans les 25 % les plus importantes au Canada

Année	% des recettes agricoles brutes
1966	68,7
1971	71,8
1981	74,2
1986	74,0
1991	75,5

Croissance soutenue de la superficie des terres améliorées

- En 1991, la superficie totale des terres en culture atteignait 83 millions d'acres au Canada. Ce léger accroissement en regard de 1986 s'inscrivait dans une tendance à la hausse qui prévaut depuis deux décennies.

- C'est la Saskatchewan qui possédait la plus grande part de la superficie des terres en culture au Canada en 1991, c'est-à-dire 33 millions d'acres ou 40 % de la superficie totale.

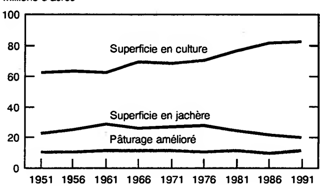
- En 1991, la superficie des terres en jachère a de nouveau diminué au Canada. Elle a connu une baisse de 7 % par rapport à 1986, pour s'établir à 19,5 millions d'acres.

- C'est la Saskatchewan qui possédait la plus grande part de la superficie des terres en jachère en 1991, c'est-à-dire 14 millions d'acres ou 72 % de la superficie totale pour le Canada.

- Depuis 1971, la superficie totale des pâturages améliorés est demeurée relativement constante au Canada, c'est-à-dire d'environ 10 millions d'acres. En 1986 cependant, cette superficie est descendue sous le seuil des 9 millions d'acres. En 1991, elle avait regagné le terrain perdu.

- L'Alberta possédait la plus grande part des pâturages améliorés en 1991 (4,3 millions d'acres ou 42 % du total canadien), suivie de la Saskatchewan (2,7 millions d'acres ou 26 % du total).

Croissance soutenue de la superficie des terres améliorées



La superficie des terres en culture, jachère et améliorée pour le pâturage (acres), 1986 et 1991

	En culture		En jachère		Pâturage amélioré		Total des terres améliorées	
	1986	1991	1986	1991	1986	1991	1986	1991
Terre-Neuve	12,049	15,503	951	359	9,444	11,382	22,444	27,244
Île-du-Prince-Édouard	386,715	380,796	6,541	2,464	55,899	47,636	449,155	430,896
Nouvelle-Écosse	270,609	262,503	9,663	2,930	89,542	75,918	369,814	341,351
Nouveau-Brunswick	319,940	302,079	10,599	3,833	67,222	61,896	397,761	367,808
Québec	4,310,496	4,048,706	78,586	36,355	744,115	669,468	5,133,197	4,754,529
Ontario	8,544,820	8,430,414	198,517	157,301	1,065,731	964,235	9,809,068	9,551,950
Manitoba	11,167,521	11,764,813	1,258,294	733,899	679,402	843,348	13,105,217	13,342,060
Saskatchewan	32,928,799	33,257,706	13,981,843	14,116,713	2,171,380	2,658,002	49,082,022	50,032,421
Alberta	22,641,092	22,961,142	5,255,965	4,377,212	3,402,183	4,305,760	31,299,240	31,644,114
Colombie-Britannique	1,410,584	1,375,873	200,568	142,026	510,095	595,535	2,121,247	2,113,434
Canada	**81,992,625**	**82,799,535**	**21,001,527**	**19,573,092**	**8,795,013**	**10,233,180**	**111,789,165**	**112,605,807**

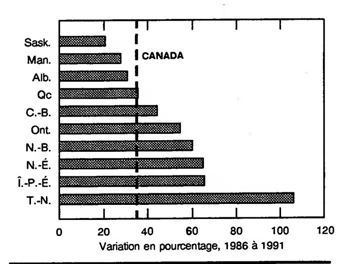
Nombre croissant de tracteurs à quatre roues motrices

- Au Canada, depuis 1986, le nombre de tracteurs à quatre roues motrices s'est accrû du tiers, alors que le nombre de tracteurs à deux roues motrices a diminué de 3 %.
- En 1991, la moitié des tracteurs à quatre roues motrices étaient propulsés par un moteur d'au moins 100 chevaux-vapeur. Plus des trois quarts des tracteurs à deux roues motrices étaient dotés d'un moteur de moins de 100 chevaux-vapeur.
- Le nombre de tracteurs à quatre roues motrices a plus que doublé à Terre-Neuve, ce qui représente la plus forte augmentation provinciale.
- En 1991, les pourcentages les plus élevés de tracteurs à quatre roues motrices (par rapport au nombre total de tracteurs) ont été observés à Terre-Neuve (31 %), puis en Nouvelle-Écosse (22 %) et au Québec (20 %). C'est en Ontario que l'on trouvait le plus grand nombre de tracteurs en 1991 (185 000).

Les fermes utilisent davantage de presses à balles cylindriques

- En 1991, le tiers des presses en usage au Canada étaient de grosses presses à balles cylindriques. En 1986, cette proportion n'était que d'un cinquième.

Un tiers d'augmentation des tracteurs à quatre roues motrices



Augmentation d'un tiers des tracteurs à 4 roues motrices

	Tracteurs à 2 roues motrices			Tracteurs à 4 roues motrices			Tracteurs à 4 roues motrices – Répartition du total des tracteurs dans chaque province (%)	
	1986	1991	Variation en %	1986	1991	Variation en %	1986	1991
Terre-Neuve	565	580	2.7	128	264	106.3	18.5	31.3
Île-du-Prince-Édouard	5,674	5,083	-10.4	391	647	65.5	6.4	11.3
Nouvelle-Écosse	6,663	6,076	-8.8	1,067	1,758	64.8	13.8	22.4
Nouveau-Brunswick	6,294	5,831	-7.4	811	1,296	59.8	11.4	18.2
Québec	81,936	76,650	-6.5	14,154	19,243	36.0	14.7	20.1
Ontario	172,905	162,728	-5.9	14,260	22,033	54.5	6.0	11.9
Manitoba	66,876	64,490	-3.6	7,069	9,033	27.8	9.6	12.3
Saskatchewan	148,427	146,592	-1.2	18,607	22,446	20.6	11.1	13.3
Alberta	131,341	130,796	-0.4	19,138	25,076	31.0	12.7	16.1
Colombie-Britannique	27,967	28,039	0.3	3,801	5,488	44.4	12.0	16.4
Canada	**648,648**	**626,865**	**-3.4**	**79,426**	**107,284**	**35.1**	**10.9**	**14.6**

L'utilisation d'engrais chimiques et d'herbicides diminue

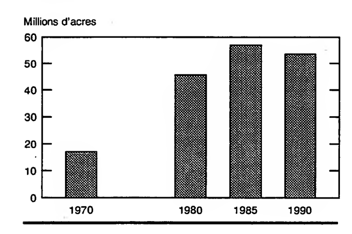
- De 1970 à 1985, le recours aux engrais chimiques et aux herbicides s'est accrû de façon constante (tant en ce qui a trait au nombre de fermes déclarantes qu'à la superficie traitée), une tendance qui a basculé au Recensement de 1991.

- Au Canada, le pourcentage de fermes de recensement qui ont déclaré avoir utiliser des engrais chimiques est passé de 66 % en 1985 à 59 % en 1990. En outre, 37 % des fermes de recensement du Canada ont déclaré avoir étendu du fumier sur plus de 5 millions d'acres. Plus de 60 % de ces terres se trouvaient dans l'Est canadien.

- En 1990, c'est à l'Île-du-Prince-Édouard que l'on trouvait le pourcentage le plus élevé de fermes utilisant des engrais chimiques (71 %) et c'est en Colombie-Britannique qu'on trouvait le pourcentage le moins élevé (45 %) de telles fermes.

- La proportion de terres en culture fertilisées est passée de 70 % en 1985 à 64 % en 1990, ce qui demeure nettement supérieur aux 25 % observés en 1970.

La superficie fertilisée avec de l'engrais chimique diminue au Canada



- En 1990, Terre-Neuve possédait le plus fort pourcentage de terres en culture fertilisées (87 %) et la Saskatchewan, le plus faible pourcentage de ces terres (57 %).

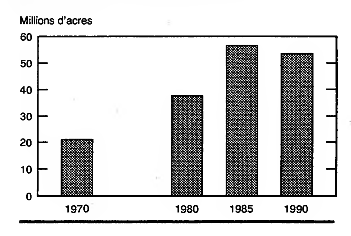
- En 1990, 49 % des fermes de recensement canadiennes utilisaient des herbicides, ce qui était nettement inférieur aux 59 % enregistrés en 1985.

- En 1990, c'est la Saskatchewan qui détenait le pourcentage le plus élevé (68 %) de fermes épandant des herbicides, tandis que Terre-Neuve en comptait le plus faible pourcentage (16 %).

- Le pourcentage de la superficie totale des terres en culture et en jachère traitées aux herbicides a légèrement diminué. De 55 % en 1985, il est descendu à 52 % en 1990, ce qui est néanmoins supérieur au double des 22 % enregistrés en 1970.

- Le Manitoba présentait le pourcentage le plus élevé (65 %) de terres en culture et en jachère traitées aux herbicides en 1990, tandis que Terre-Neuve en comptait le pourcentage le plus bas (9 %).

Diminution de la superficie sur laquelle les herbicides sont utilisés au Canada



Superficie des terres sur lesquelles il y avait de l'engrais chimique et des herbicides, 1970, et 1980 à 1990

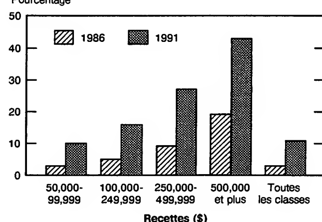
	Engrais chimique				Herbicides			
	1970	1980	1985	1990	1970	1980	1985	1990
Terre-Neuve	5,684	10,906	11,755	13,427	912	1,234	1,660	1,414
Île-du-Prince-Édouard	138,657	265,494	279,964	252,336	106,608	202,104	211,455	182,322
Nouvelle-Écosse	94,271	218,779	210,145	203,287	38,467	51,553	61,145	55,310
Nouveau-Brunswick	91,879	187,792	207,688	193,079	72,659	99,334	113,171	98,495
Québec	1,159,810	2,731,505	2,938,659	2,462,953	410,316	990,475	1,337,461	1,394,491
Ontario	3,095,117	6,261,213	6,402,812	5,617,813	2,758,119	4,753,376	4,981,059	4,426,851
Manitoba	2,930,926	7,898,613	9,208,072	9,114,074	4,193,858	6,246,626	8,859,638	8,063,498
Saskatchewan	3,701,960	13,654,683	20,077,392	18,914,810	8,007,853	13,204,633	25,788,378	24,823,839
Alberta	5,583,003	13,603,578	16,938,768	15,690,907	5,454,426	11,761,734	15,005,557	14,012,340
Colombie-Britannique	320,244	894,782	924,633	817,762	136,432	299,379	348,830	312,520
Canada	17,121,551	45,727,345	57,199,888	53,280,448	21,179,650	37,610,448	56,708,354	53,371,080

Les fermes utilisent quatre fois plus de micro-ordinateurs

- La proportion d'exploitations agricoles qui utilisent un micro-ordinateur pour gérer leur entreprise a quadruplé de 1986 à 1991, puisqu'elle est passée de 2,6 % à 11 %.
- Les fermes qui avaient réalisé des recettes de 500 000 $ et plus étaient les plus susceptibles d'utiliser un micro-ordinateur dans leurs activités de gestion. En 1991, 43 % des fermes de cette catégorie ont déclaré utiliser un micro-ordinateur, contre seulement 19 % d'entre elles en 1986.
- Parmi les provinces, c'est en Colombie-Britannique que l'on a enregistré le plus fort pourcentage (14 %) de fermes où on a recours à un micro-ordinateur.



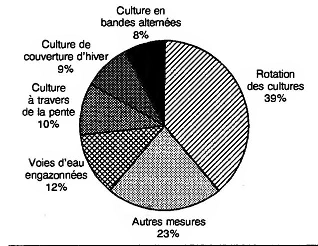
L'utilisation de micro-ordinateurs dans les fermes a quadruplé depuis 1986



La rotation des cultures est la mesure la plus souvent utilisée pour contrôler l'érosion des sols

- Une proportion de 37 % des exploitations agricoles canadiennes avaient recours à la rotation des cultures (trèfle, luzerne, etc.) en 1991 pour contrôler l'érosion des sols.
- À l'Île-du-Prince-Édouard, 64 % des fermes pratiquaient la rotation des cultures, tandis qu'en Colombie-Britannique, 17 % des fermes utilisaient cette méthode.
- Pour contrôler l'érosion des sols, 18 % des fermes de l'Ontario avaient recours à la culture de couverture d'hiver, tandis que 15 % des fermes de l'Alberta préféraient l'utilisation de voies d'eau engazonnées. Quant aux fermes de la Saskatchewan, 20 % utilisaient la culture en bande alternante, tandis que 17 % s'en remettaient à la culture à travers de la pente. Parmi les «autres mesures» employées, c'est le «travail de conservation du sol» qu'on a le plus couramment rapporté.

La rotation des cultures est la mesure la plus souvent utilisée pour contrôler l'érosion des sols, Canada, 1991



Pourcentage des fermes déclarant des mesures de contrôle contre l'érosion des sols, 1991

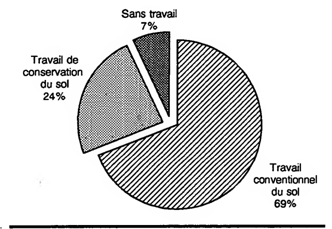
	Rotation de cultures avec trèfle, luzerne, etc.	Culture de couverture d'hiver	Voies d'eau engazonnées	Culture en bande alternées	Culture à travers de la pente	Autres mesures
Terre-Neuve	24	4	3	1	5	8
Île-du-Prince-Édouard	64	8	10	4	9	14
Nouvelle-Écosse	28	10	7	2	6	6
Nouveau-Brunswick	35	8	7	4	7	7
Québec	42	3	3	2	3	7
Ontario	54	18	14	4	6	18
Manitoba	32	6	11	4	12	34
Saskatchewan	21	6	12	20	17	34
Alberta	38	6	15	8	10	26
Colombie-Britannique	17	8	7	1	4	9
Canada	**37**	**9**	**11**	**8**	**9**	**22**

Préparation des terres par un travail de conservation du sol et sans travail préalable

- En 1991, le quart des terres ensemencées au Canada (17,5 millions d'acres) avaient été préparées par un travail de conservation du sol et 7 % l'avaient été sans travail préalable du sol.

- Les méthodes dites «avec ou sans travail de conservation du sol» afin de préparer les terres en vue des semis ont été le plus souvent utilisées dans les provinces des Prairies, et ce, surtout en Saskatchewan, où 36 % des terres avaient été préparées selon ces méthodes.

Méthodes employées à la préparation des terres pour le semis, Canada, 1991



Salinité des sols

- En 1991, pour la première fois, le Recensement de l'agriculture a questionné les exploitants agricoles sur la salinité des sols.

- C'est dans les provinces des Prairies que l'on avait le plus fréquemment recours à des mesures de contrôle de la salinité des sols. En Saskatchewan, 24 % des fermes de recensement indiquaient avoir employé de telles mesures, ce que déclaraient faire 15 % des fermes du Manitoba et 11 % de celles de l'Alberta.

Prévalence (pourcentage) des terres préparées pour les semis, 1991

	Travail conventionnel du sol	Travail de conservation du sol	Sans travail
Terre-Neuve	84.1	7.7	8.2
Île-du-Prince-Édouard	91.2	7.9	0.9
Nouvelle-Écosse	88.3	7.8	3.8
Nouveau-Brunswick	85.3	12.5	2.2
Québec	85.2	12.3	2.5
Ontario	78.2	17.8	4.0
Manitoba	66.3	28.7	5.0
Saskatchewan	63.9	25.7	10.4
Alberta	72.6	24.3	3.1
Colombie-Britannique	83.5	11.9	4.6
Canada	**68.9**	**24.4**	**6.7**

Les fermes canadiennes utilisent des brise-vent

- En 1991, 13 % des fermes canadiennes (36 000) ont déclaré utiliser des brise-vent (rangées d'arbres) comme mesure de conservation des sols.

- En 1991, les brise-vent s'étendaient sur 84 000 kilomètres au Canada, ce qui revient à 2,3 kilomètres de brise-vent par exploitation. Plantés en ligne, ces arbres feraient deux fois le tour de l'équateur.

- En 1991, c'est dans les provinces des Prairies qu'on a déclaré le plus de brise-vent. En Saskatchewan, 18 % des fermes ont déclaré 34 000 kilomètres de brise-vent, ce qui équivalait à une moyenne de 3,2 kilomètres de brise-vent par ferme. En 1991, 21 % des fermes du Manitoba et 16 % de celles de l'Alberta ont déclaré avoir des brise-vent.

La superficie consacrée à la culture des légumes s'accroît

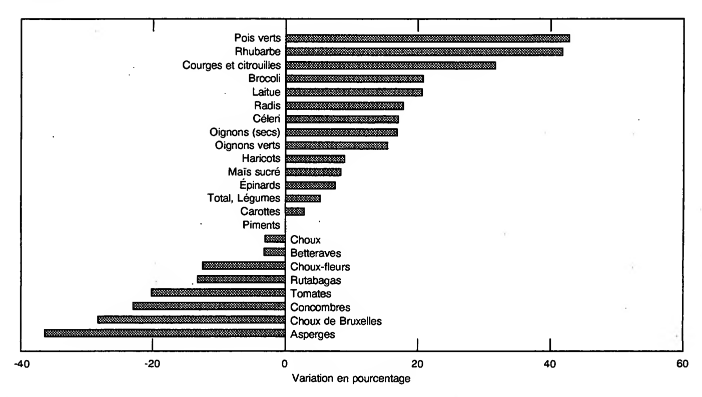
- La superficie consacrée à la culture des légumes s'est accrue de 15 000 acres (5 %) de 1986 à 1991. Elle a augmenté dans le cas de 14 variétés de légumes et a diminué dans le cas de 8 autres.

- En 1991, trois variétés de légumes occupaient 55 % de la superficie des cultures légumières : le maïs sucré (29 %), les pois verts (16 %) et les tomates (10 %). De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture du maïs sucré s'est accrue de 8 %, celle consacrée à la culture des pois verts, de 43 % (la plus forte augmentation de toutes les cultures légumières), tandis que la superficie consacrée à la culture des tomates a diminué de 20 %.

- Certaines des plus petites cultures ont connu les changements les plus marqués de 1986 à 1991. La rhubarbe, le brocoli et la laitue ont vu leur superficie de culture s'accroître de 20 %, alors que l'asperge, le chou de Bruxelles et le concombre ont vu la leur décroître de plus de 20 %.

- La superficie consacrée à la culture du maïs sucré s'est accrue dans toutes les provinces. On cultive ce légume surtout en Ontario et au Québec, provinces qui comptent respectivement 57 % et 31 % de la superficie consacrée à la culture de ce légume.

Quatorze légumes ont augmenté en superficie, huit légumes ont diminué en superficie, Canada, 1986 à 1991



- La superficie consacrée à la culture des pois verts s'est fortement accrue dans toutes les provinces de 1986 à 1991, sauf au Nouveau-Brunswick, où elle a légèrement diminué (-2 %).

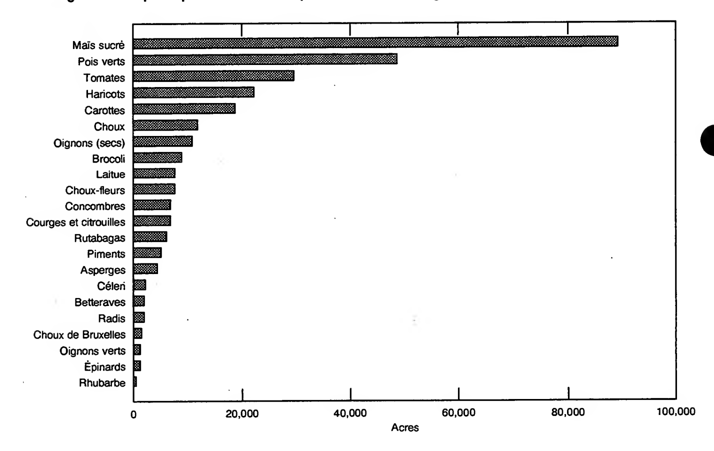
- L'Ontario, qui compte 89 % de la superficie consacrée à la culture de la tomate au Canada, a perdu 7 000 acres de terres à tomates (-20 %), ce qui explique la majeure partie de la diminution observée à l'échelle canadienne. Le Québec a également perdu plus de 20 % de ses terres à tomates et possède 9 % de la superficie consacrée à cette culture au pays.

Superficie totale des légumes[1]

	1986	1991	variation %
Terre-Neuve	970	1,199	23.6
Île-du-Prince-Édouard	2,773	3,059	10.3
Nouvelle-Écosse	8,916	9,462	6.1
Nouveau-Brunswick	8,079	7,145	-11.6
Québec	81,060	90,378	11.5
Ontario	154,046	154,493	.3
Manitoba	3,400	4,174	22.8
Saskatchewan	1,213	1,044	-13.9
Alberta	8,895	11,536	29.7
Colombie-Britannique	18,702	20,447	9.3
Canada	**288,058**	**302,936**	**5.2**

1 Le total du Canada ne représente pas nécessairement la somme exacte des provinces puisque les fractions ont été arrondies au nombre entier le plus proche.

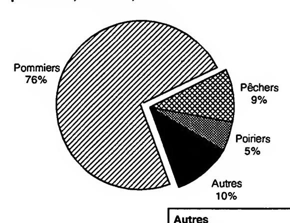
Trois légumes comptent pour 55% de la superficie totale des légumes, Canada, 1991



La superficie consacrée aux arbres fruitiers diminue légèrement

- En 1991, les arbres fruitiers occupaient une superficie de 113 000 acres au Canada, une diminution de 2 % par rapport à 1986.
- L'Ontario, la Colombie-Britannique, le Québec et la Nouvelle-Écosse possédaient 98 % de la superficie totale occupée par les arbres fruitiers au Canada en 1991. Mis à part le Québec, toutes ces provinces ont vu leur superficie consacrée aux arbres fruitiers diminuer légèrement de 1986 à 1991.
- En 1991, le pommier était à nouveau l'arbre fruitier le plus cultivé au Canada. Les pommiers occupaient les trois quarts de la superficie consacrée à la culture des arbres fruitiers en 1991, soit 86 000 acres, ce qui représente une légère augmentation de 1 % par rapport à 1986.
- En 1991, les pêchers couvraient la deuxième superficie en importance consacrée aux arbres fruitiers, soit 11 000 acres, ce qui représente une réduction de 10 % par rapport à 1986.
- C'est la superficie consacrée à la culture de cerisiers (cerises aigres) ayant subi la plus forte diminution, puisqu'elle a connu un recul de 19 % par rapport à 1986, pour se situer à 2 600 acres.

Les trois-quarts des arbres fruitiers sont des pommiers, Canada, 1991

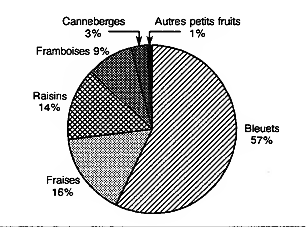


Autres	
Pruniers	3%
Cerisiers (cerises douces)	2%
Cerisiers (cerises aigres)	2%
Abricotiers	1%
Autres arbres fruitiers	2%

La superficie consacrée à la culture des petits fruits augmente

- De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture des petits fruits s'est accrue de 13 000 acres, c'est-à-dire de 13 %, pour atteindre 110 000 d'acres.
- Les trois variétés de petits fruits dont la culture occupait la plus grande superficie étaient le bleuet (57 % de la superficie consacrée aux petits fruits), la fraise (16 %) et le raisin (14 %).
- Les seuls petits fruits dont la superficie de culture a diminué de 1986 à 1991 sont le raisin (-40 %) et la fraise (-14 %).
- De 1986 à 1991, la superficie consacrée à la culture de la canneberge au Canada a augmenté de 71 %, pour atteindre environ 3 400 acres, 84 % desquels se trouvaient en Colombie-Britannique.

Les bleuets représentent 57 % de la superficie des petits fruits, Canada, 1991



L'Île-du-Prince-Édouard cultive encore la majorité des pommes de terre

- En 1991, le Canada a cultivé des pommes de terre sur 302 000 acres, ce qui représente 10 % d'acres de plus qu'en 1986.

- L'Ontario, qui comptait 37 % de la population canadienne en 1991, ne possédait que 12 % de la superficie totale consacrée à la culture de la pomme de terre. À titre de comparaison, l'Île-du-Prince-Édouard, où n'habitait que 0,5 % de la population, en possédait 26 %.

Superficie totale de pommes de terre (acres), 1951, 1971 et 1991

	1951	1971	1991
Terre-Neuve	2,505	1,194	667
Île-du-Prince-Édouard	29,607	46,752	77,809
Nouvelle-Écosse	11,331	3,487	4,386
Nouveau-Brunswick	38,123	59,421	50,621
Québec	92,024	47,535	43,280
Ontario	54,894	40,055	35,070
Manitoba	15,846	32,678	49,478
Saskatchewan	15,709	3,255	4,461
Alberta	17,730	26,139	28,339
Colombie-Britannique	9,792	9,083	8,324
Canada	**287,561**	**269,599**	**302,435**

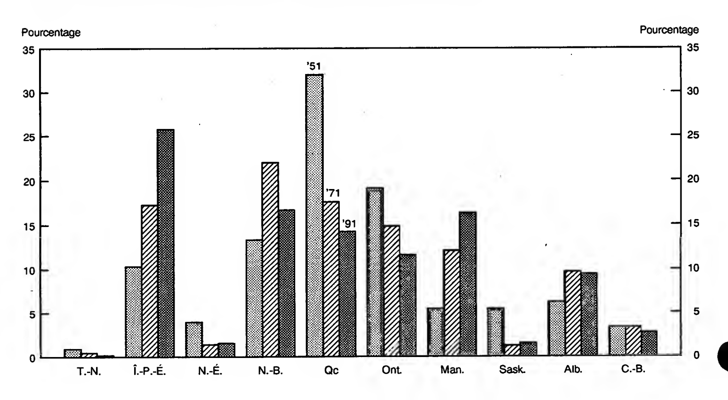
- De 1971 à 1991, la part de la superficie totale consacrée à la culture de la pomme de terre détenue par l'Île-du-Prince-Édouard est passée de 17 % à 26 %. Les parts de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de la Saskatchewan ont aussi augmenté, mais celles des autres provinces ont diminué.

- En 1991, moins de 300 fermes (6 % des fermes cultivant la pomme de terre) produisaient près de la moitié des pommes de terre au pays. Une proportion de 28 % (83) de ces grandes fermes étaient situées à l'Île-du-Prince-Édouard, 24 % (73), au Manitoba, 13 % (39), au Nouveau-Brunswick et 12 % (36), en Ontario.

Prévalence (en pourcentage) de la superficie de pommes de terre parmi les provinces, 1951, 1971 et 1991

	1951	1971	1991
Terre-Neuve	0.9	0.4	0.2
Île-du-Prince-Édouard	10.3	17.3	25.7
Nouvelle-Écosse	3.9	1.3	1.5
Nouveau-Brunswick	13.3	22.0	16.7
Québec	32.0	17.6	14.3
Ontario	19.1	14.9	11.6
Manitoba	5.5	12.1	16.4
Saskatchewan	5.5	1.2	1.5
Alberta	6.2	9.7	9.4
Colombie-Britannique	3.4	3.4	2.8
Canada	**100.0**	**100.0**	**100.0**

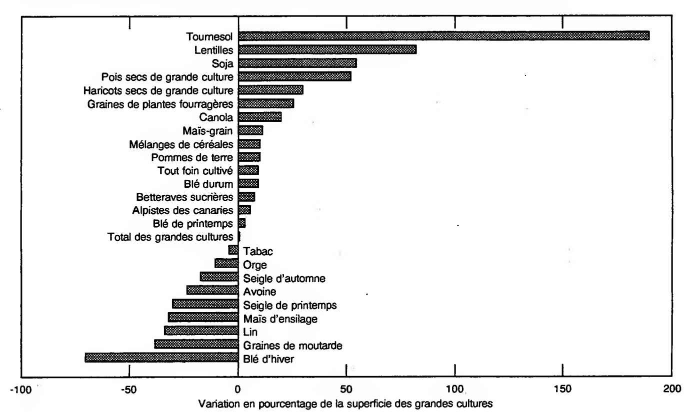
L'Île-du-Prince-Édouard cultive encore la majorité des pommes de terre



La superficie des grandes cultures reste constante

- La superficie des grandes cultures est demeurée d'un peu plus de 82 millions d'acres en 1991, ce qui représente une augmentation de 0,9 % par rapport à 1986.
- Le blé occupe toujours la plus grande superficie en culture, c'est-à-dire 35 millions d'acres ou 43 % de la superficie consacrée aux grandes cultures. Le blé de printemps occupe 84 % de la superficie des terres à blé, suivi du blé durum, qui en occupe 14 % et du blé d'hiver, qui en occupe 2 %.
- Le foin vient toujours au deuxième rang des grandes cultures, après le blé, car il occupe 17 % de la superficie des grandes cultures (14,2 millions d'acres). C'est l'Alberta qui, de toutes les provinces, possède le plus de terres consacrées à la culture du foin, c'est-à-dire 4,2 millions d'acres ou 30 % du total canadien. L'Ontario, la Saskatchewan et le Québec se classent respectivement deuxième, troisième et quatrième à ce chapitre avec un peu plus de 2 millions d'acres chacune.

La superficie totale des grandes cultures est demeurée constante, Canada, 1986 à 1991

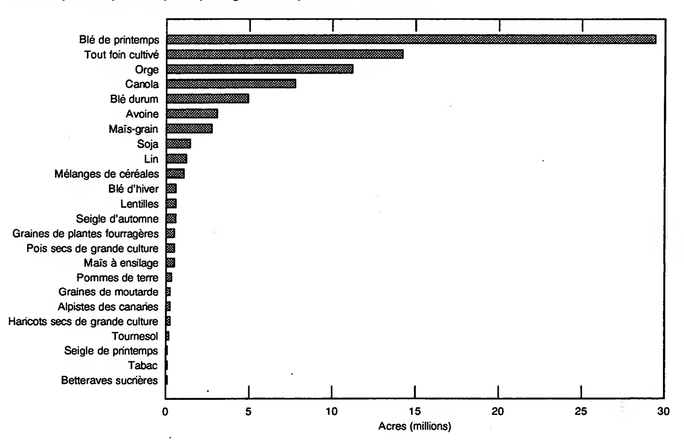


- C'est le tournesol qui a gagné le plus de terrain (189 %) de 1986 à 1991; on le cultive maintenant sur 206 049 acres. Les neuf dixièmes de cette superficie se trouvent au Manitoba.

- La superficie consacrée à la culture du soya s'est accrue dans deux grandes provinces productrices. Elle a augmenté de 50 % en Ontario en 1991, pour atteindre 1,4 million d'acres, et elle a presque sextuplé au Québec, où elle occupe maintenant 62 445 acres.

- La superficie des terres à tabac a fléchi de 5 % de 1986 à 1991, pour descendre à 74 000 acres. Elle n'a augmenté qu'en Ontario, qui possède 90 % de la superficie consacrée à cette culture, où elle s'est accrue de 3 %, pour atteindre 67 000 acres.

Le blé de printemps occupe la plus grande superficie, Canada, 1991



Les troupeaux de bovins, de porcs et de moutons augmentent

- En 1991, ce sont les moutons qui, de toutes les catégories de bétail, ont vu leur nombre s'accroître le plus fortement en pourcentage par rapport à 1986; leur nombre a augmenté du tiers, pour atteindre 936 000.

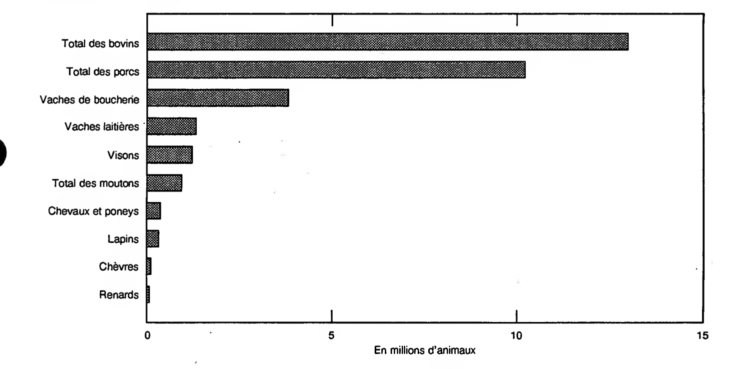
- On a dénombré 3,8 millions de vaches de boucherie en 1991, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à 1986. L'Alberta possédait la plus grande partie du troupeau de vaches de boucherie (43 %), suivie de la Saskatchewan (23 %).

- Outre les vaches de boucherie et les moutons, les chèvres, les lapins et les porcs ont aussi vu leur nombre augmenter au Canada de 1986 à 1991.

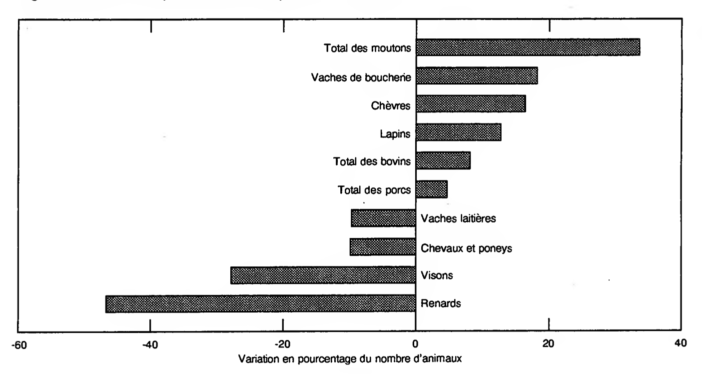
- Le nombre de renards est tombé à 60 000 et a connu depuis 1986 la plus forte baisse (-47 %) de toutes les catégories de bétail.

- De 1986 à 1991, le nombre de visons, de chevaux et poneys et de vaches laitières a également diminué.

Le bétail, Canada, 1991



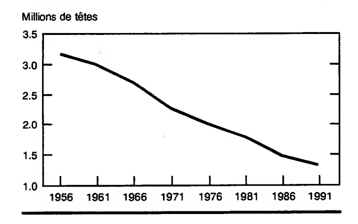
Augmentation des troupeaux de bovins, porcs et moutons, Canada, 1986 à 1991



Moins de vaches laitières dans les fermes canadiennes

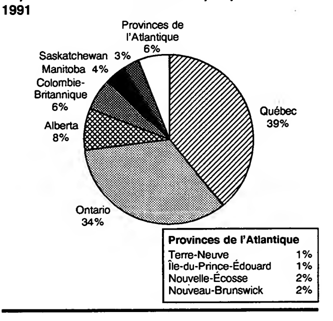
- En 1991, il y avait 1,3 million de vaches laitières au Canada, c'est-à-dire 10 % de moins qu'en 1986.
- De 1986 à 1991, le nombre de fermes ayant des vaches laitières a chuté de 22 %, pour s'établir à 40 000.

Diminution des vaches laitières au Canada



- En 1991, la ferme laitière possédait en moyenne 34 vaches laitières, comparativement à 29 en 1986 et à 16 en 1971. Près de la moitié des vaches laitières étaient réunies en troupeaux de moins de 50 têtes.

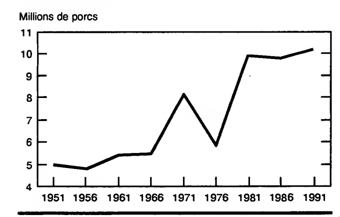
Répartition de vaches laitières par province, 1991



Selon les données du Recensement de 1991, le nombre de porcs atteint un niveau élevé jamais vu

- En 1991, on a dénombré 10,2 millions de porcs dans les fermes canadiennes, ce qui représente un record dans le cadre du recensement ainsi qu'une légère augmentation par rapport à 1986.
- En même temps, le nombre de fermes déclarant faire l'élevage des porcs est tombé à un creux historique de 30 000 en 1991, ce qui équivaut à une baisse de 76 % depuis 1971. En 1991, la moitié des porcs du Canada se trouvaient dans 8 % de ces fermes. De ces exploitations de plus grande taille, 40 % étaient situées au Québec, 23 %, en Ontario et 17 %, en Alberta.

Nombre de porcs au Canada



- De 1986 à 1991, la production porcine s'est déplacée de l'est à l'ouest. En 1991, les éleveurs de porcs de l'est ont perdu 5 % de la production totale (légèrement plus de 0,5 million) au profit des producteurs de l'ouest.
- En 1991, le Québec possédait 28 % des porcs, mais seulement 12 % des fermes déclaraient en faire l'élevage. L'Ontario, par contre, comptait autant de porcs, mais presque trois fois plus de fermes déclaraient en faire l'élevage.

Prévalence (pourcentage) des porcs entre les provinces 1986 et 1991

	1986	1991
Terre-Neuve	0.2	0.2
Île-du-Prince-Édouard	1.2	1.0
Nouvelle-Écosse	1.4	1.3
Nouveau-Brunswick	1.0	0.7
Québec	30.0	28.5
Ontario	32.0	28.6
EST	**65.8**	**60.4**
Manitoba	11.0	12.6
Saskatchewan	6.1	7.9
Alberta	14.9	16.9
Colombie-Britannique	2.2	2.2
OUEST	**34.2**	**39.6**
CANADA	**100**	**100**

Dépenses

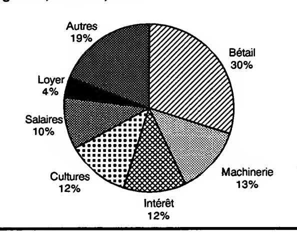
- En 1990, les dépenses totales d'exploitation agricoles en dollars constants ont légèrement augmenté (3 %) par rapport à 1985.

- En 1990, les frais d'intérêt ont coûté 2,4 milliards de dollars aux entreprises agricoles, ce qui représente 12 % de leurs dépenses totales d'exploitation agricole. Ces frais s'élevaient en moyenne à 13 700 $ par ferme.

- À l'échelle nationale, 15 % des fermes qui avaient réalisé des recettes de 50 000 $ et plus n'avaient ni dettes ni frais d'intérêt. Toutefois en 1990, 55% des fermes dont les recettes atteignaient moins de 50 000 $ n'avaient payé aucun frais d'intérêt.

- Dans les provinces de l'Atlantique, les frais d'intérêt représentaient moins de 10 % des dépenses totales des exploitations agricoles, Terre-Neuve atteignant à peine un peu plus de 5%, c'est-à-dire le pourcentage le plus bas. C'est en Saskatchewan que les frais d'intérêt représentaient la part la plus grande des dépenses agricoles totales (15 %).

Répartition des dépenses de l'exploitation agricole, Canada, 1990

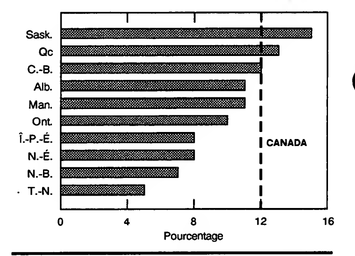


- À l'échelle nationale, ce sont les dépenses associées au bétail (aliments, compléments, bétail, volaille, services vétérinaires) qui ont coûté le plus cher aux exploitants agricoles. Celles-ci représentaient 30 % de leurs dépenses totales. Ce pourcentage variait d'une province à l'autre, allant d'un creux de 13 % en Saskatchewan à un sommet de 52 % à Terre-Neuve.

- Les dépenses au chapitre des cultures (engrais, chaux, herbicides, insecticides, fongicides, semences et jeunes plants) représentaient 12 % de l'ensemble des dépenses agricoles faites en 1990.

- Les salaires et traitements (2 milliards de dollars) représentaient 10 % des dépenses agricoles faites au Canada. La moitié de cette somme avait été versée à des membres de la famille.

Saskatchewan détient le niveau le plus élevé des dépenses d'intérêts par rapport aux dépenses totales en 1990



Dépenses, 1990

	Canada		Terre-Neuve		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec	
	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses
Frais de location	767,911	4	241	0	6,714	3	2,824	1	2,544	1	33,178	1
Salaires versés	2,039,667	10	10,330	17	33,244	16	55,462	18	44,981	18	357,221	12
Frais d'intérêt	2,373,734	12	3,190	5	17,064	8	23,532	8	18,585	7	391,976	13
Machinerie	2,729,776	13	3,234	5	25,448	12	26,809	9	28,759	11	306,424	10
Cultures	2,486,984	12	2,045	3	37,779	18	19,367	6	30,853	12	272,037	9
Bétail	6,088,997	30	31,682	52	52,867	25	109,735	36	76,600	31	1,128,559	36
Autres	3,824,485	19	10,087	17	36,583	17	63,228	21	48,278	19	612,460	20
Total des dépenses	**20,311,554**	**100**	**60,809**	**100**	**209,699**	**100**	**300,957**	**100**	**250,600**	**100**	**3,101,855**	**100**

	Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique	
	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses	($'000)	% du total des dépenses
Frais de location	164,235	3	94,788	5	244,740	7	193,582	4	25,063	2
Salaires versés	665,354	12	130,644	7	209,292	6	303,857	7	229,282	20
Frais d'intérêt	572,873	10	200,909	11	487,673	15	517,105	11	140,828	12
Machinerie	536,593	10	310,404	17	735,614	22	641,715	14	114,775	10
Cultures	603,870	11	362,695	20	544,234	16	534,930	11	79,173	7
Bétail	1,779,670	33	410,813	23	446,395	13	1,712,842	37	339,833	30
Autres	1,139,993	21	306,528	17	659,899	20	749,453	16	197,978	18
Total des dépenses	5,462,588	100	1,816,781	100	3,327,847	100	4,653,484	100	1,126,932	100

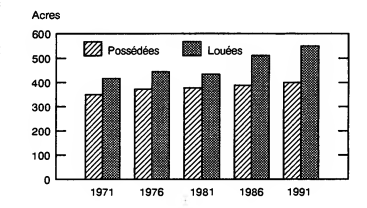
La transition vers la location des terres se stabilise

- En 1991, les exploitants agricoles canadiens ont loué environ 61 millions d'acres de terrain, c'est-à-dire 37 % de la superficie agricole globale du Canada. Ces données n'ont presque pas changé depuis 1986; en fait, c'est la première fois en 20 ans que ce pourcentage n'a pas augmenté, bien qu'il ait quadruplé depuis 1901.

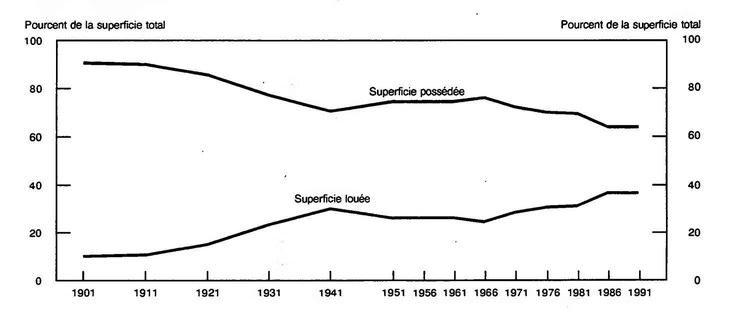
- Près de 40 % des exploitations agricoles ont loué des terres en 1991, mais seulement 5 % d'entre elles n'étaient propriétaires d'aucune des terres qu'elles exploitaient. En 1991, le Québec avait la plus faible proportion de fermes avec des terres louées (23 %) et la Saskatchewan, la plus forte proportion (54 %). La Saskatchewan comptait aussi la plus forte portion de terres louées, soit 26 millions d'acres, ce qui représente 42 % du total canadien.

- Depuis 1971, la superficie moyenne louée par ferme a augmenté de 33 % au Canada, tandis que la superficie moyenne des terres appartenant aux exploitants n'a augmenté que de 14 %. En 1991, l'Alberta comptait la plus forte moyenne de superficie louée (800 acres par ferme), tandis que la Nouvelle-Écosse comptait la plus faible (100 acres par ferme). La moyenne canadienne s'établissait à 550 acres.

La moyenne des superficies possédées et louées augmente au Canada



La transition vers la location des terres se stabilise au Canada

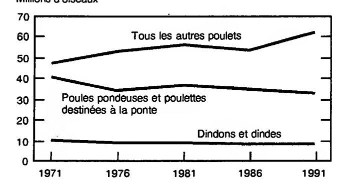


Plus de volailles, moins de fermes

- Le 4 juin 1991, on comptait un record de 94,9 millions de poules et poulets au Canada, ce qui constitue une hausse de 7,9 % depuis le Recensement de 1986. Toutefois, le nombre de fermes d'élevage de poules et de poulets a diminué de 24 % depuis 1986 pour s'établir à un faible record de 43 000.

- En 1991, les poules pondeuses représentaient 23 % du nombre total de poules et poulets au Canada, comparativement à 11 % pour les poulettes destinées à la ponte. La catégorie «tous les autres poulets», qui comprend les poulets à griller et à rôtir, représentait 66 % du total. Le nombre de volatiles faisant partie de cette catégorie a augmenté de 16,2 % de 1986 à 1991, ce qui compense les diminutions dans les deux autres catégories.

Volaille dans les fermes au Canada



- En 1991, l'Ontario avait la plus forte proportion provinciale pour les trois catégories de poules et poulets (35 % ou plus), et pour les dindes et dindons (41 %). Le Québec occupait le deuxième rang dans toutes les catégories.

- En 1991, la moyenne de poules pondeuses et de poulettes destinées à la ponte s'établissait à 1 038 par exploitation. Terre-Neuve ne comptait que 1 % du total national, mais avait la plus forte moyenne de volatiles par ferme (5 208). La Saskatchewan avait la plus faible moyenne (246).

- Le nombre moyen de «tous les autres poulets» au Canada, en 1991, était de 2 558 par exploitation. Terre-Neuve avait la plus forte moyenne de cette catégorie, avec 29 543 volatiles par ferme. Le Québec venait encore au deuxième rang avec une moyenne de 8 882. La Saskatchewan avait la plus faible moyenne, soit 337.

Nombre moyen d'oiseaux dans les fermes à volailles, 1991

	Poules pondeuses et poulettes destinées à la ponte	Tous les autres poulets	Dindes et dindons
Terre-Neuve	5,208	29,543	289
Île-du-Prince-Édouard	847	1,662	62
Nouvelle-Écosse	2,870	6,613	1,696
Nouveau-Brunswick	2,789	5,804	1,555
Quebéc	2,314	8,882	2,512
Ontario	1,412	3,980	1,871
Manitoba	1,612	1,163	1,308
Saskatchewan	246	337	120
Alberta	450	1,059	402
Colombie-Britannique	850	3,913	1,075
Canada	**1,038**	**2,558**	**954**

Répartition de la volaille au niveau provincial, 1991

	Poules pondeuses et poulettes destinées à la ponte	Tous les autres poulets	Dindes et dindons
Terre-Neuve	1.4	1.4	0.1
Île-du-Prince-Édouard	0.5	0.4	--
Nouvelle-Écosse	4.6	3.4	2.8
Nouveau-Brunswick	3.2	2.2	1.9
Québec	17.5	27.9	21.2
Ontario	36.6	35.5	40.7
Manitoba	11.0	4.5	9.8
Saskatchewan	4.5	3.4	3.5
Alberta	9.2	9.2	10.1
Colombie-Britannique	11.5	12.1	9.9
Canada	**100**	**100**	**100**

– *Nombres infimes.*

Moins de la moitié des fermes emploient une main-d'oeuvre rémunérée

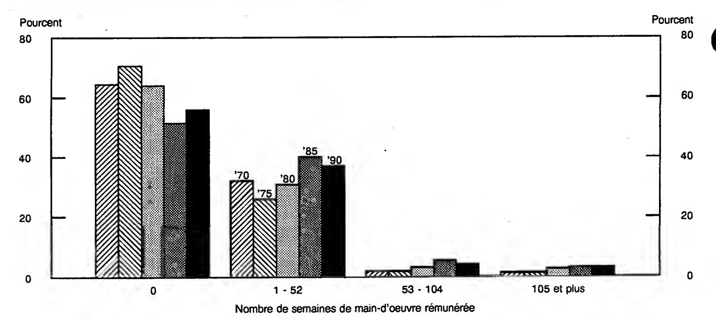
- En 1990, 44 % des fermes canadiennes employaient une main-d'oeuvre agricole rémunérée. Les salaires et traitements totalisaient 2 milliards de dollars, dont 47 % étaient versés aux membres des familles. Dans l'ensemble du Canada, les travailleurs agricoles rémunérés ont travaillé un total de 5,3 millions de semaines.

- Le travail rémunéré a augmenté de façon constante dans les fermes canadiennes, passant d'une moyenne de 30 semaines par ferme en 1970 à 43 semaines en 1990.

- En 1990, les fermes de l'Ontario ont utilisé 1,7 million de semaines de main-d'oeuvre rémunérée, ce qui représente environ un tiers du total canadien. Le Québec venait au deuxième rang avec 16 % du total.

- En 1990, 37 % des fermes canadiennes ont utilisé de 1 à 52 semaines de main-d'oeuvre rémunérée (ce pourcentage était de 40 % en 1985); 4 % ont utilisé de 53 à 104 semaines (5 % en 1985) et 3 % ont utilisé 105 semaines et plus (aucun changement depuis 1985). Depuis 1970, la proportion de fermes dans les deux dernières catégories a doublé.

Moins de la moitié des fermes au Canada emploient une main-d'oeuvre rémunérée



Une proportion de 8 % des fermes possèdent 43 % des terres agricoles

- Le pourcentage des fermes canadiennes qui possèdent 1 600 acres et plus a doublé de 1971 à 1991, s'établissant à 8 %. Ces exploitations représentaient 43 % de la superficie globale des fermes canadiennes; ce pourcentage s'établissait à 28 % en 1971. La Saskatchewan comptait 51 % des fermes de cette catégorie en 1991.

- La superficie moyenne des fermes canadiennes était de 598 acres en 1991. Cette moyenne a augmenté à chaque recensement au cours du XXe siècle. Depuis 1956, elle a presque doublé.

- La proportion des fermes canadiennes qui avaient des recettes brutes de 100 000 $ et plus (en dollars constants de 1990) est passée de 7 % à 24 % entre 1970 et 1990. Ces fermes représentaient 75 % des recettes brutes en 1990. Le Québec avait le plus fort pourcentage de fermes de cette catégorie (33 %), et la Colombie-Britannique, le plus faible pourcentage (16 %).

- En 1991, 10 % des fermes qui cultivaient du blé de printemps (à l'exclusion du blé durum) exploitaient au moins 700 acres de cette culture et représentaient globalement 34 % de la superficie totale de blé de printemps. En 1971, seulement 1 % des fermes cultivaient 700 acres et plus de blé de printemps, ce qui représentait 7 % de la superficie globale.

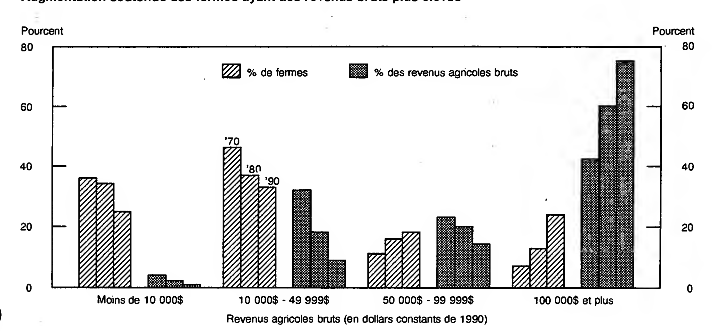
La répartition des cultures au Canada, 1991

10 % des fermes les plus importantes	% de la superficie
Blé de printemps (Durum exclu)	34
Maïs-grain	43
Pommes de terre	61
Arbres fruitiers	54
Petits fruits et raisin	70
Légumes	62

La répartition du bétail et de la volaille au Canada, 1991

10% des fermes les plus importantes	% de l'inventaire
Bovins et veaux	43
Vaches de boucherie	41
Vaches laitières	28
Porcs	58
Moutons et agneaux	55
Poules pondeuses	96

Augmentation soutenue des fermes ayant des revenus bruts plus élevés



- En 1991, les 10 % des fermes laitières les plus importantes, possédaient 28 % de toutes les vaches laitières. Cette concentration n'était pas aussi forte que celle des autres bestiaux ou de la volaille; par exemple, les 10 % des exploitations d'élevage porcin les plus importantes possédaient 58 % de tous les porcs. La taille moyenne des troupeaux de vaches laitières a doublé de 1971 à 1991, pour atteindre 34 vaches. En 1991, 28 % des fermes laitières comptaient un troupeau de 17 vaches ou moins; le pourcentage se situait à 65 % en 1971. Ces fermes ne représentaient que 4 % des vaches laitières du Canada en 1991, comparativement à 26 % en 1971.

- En 1991, les 2 % des plus importantes exploitations agricoles faisant l'élevage de poules pondeuses possédaient 15 millions de ces volatiles, c'est-à-dire les deux tiers du total canadien. Le nombre de fermes possédant des poules pondeuses est passé de 100 000 à 28 000 entre 1971 et 1991, une diminution de 72 %. Toutefois, le nombre de volatiles n'a baissé que de 20 %, pour s'établir à 22 millions, et la production d'oeufs a très peu diminué puisque la productivité des poules pondeuses a augmenté.

Plus de 20 000 acres de terres agricoles au Yukon

- En 1991, les 113 fermes du Yukon avaient une superficie globale de 20 421 acres. La superficie moyenne était de 181 acres par ferme, comparativement à la moyenne canadienne qui se situe à environ 600 acres. Une proportion de 40 % de la superficie agricole globale était constituée de terres non améliorées telles que du pâturage, du pacage et du foin.

- La culture principale du Yukon en 1991 était le foin cultivé, ce qui représentait 59 % de toutes les terres en culture. L'avoine venait au deuxième rang, à 29 %. Les fruits et les légumes occupaient 3 % de la superficie cultivée.

- En 1990, 34 % des fermes du Yukon utilisaient des engrais commerciaux, tandis que 28 % utilisaient le fumier. Les herbicides, les insecticides et les fongicides n'étaient en usage que dans moins de 5 % des fermes.

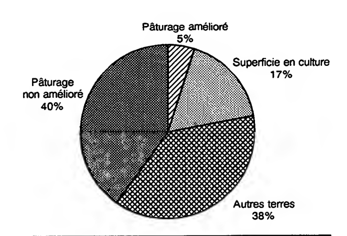
- En 1991, on avait recours à l'irrigation dans 24 % des fermes du Yukon. La même proportion de fermes avait recours à la rotation des cultures pour contrôler l'érosion du sol.

- En 1991, 46 % des fermes du Yukon élevaient des poules et des poulets pour un total d'environ 4 700 volatiles. Un peu plus de la moitié étaient des poules pondeuses. Les fermes du Yukon comptaient 143 têtes de bovins et veaux et 70 porcs.

- La valeur en capital des fermes du Yukon en 1991 s'établissait à 23 millions de dollars, les terres et les bâtiments représentant 84 % de ce montant. La valeur moyenne en capital des fermes s'établissait à 205 000 $.

- En 1990, le coût des salaires et traitements et de la machinerie agricole représentait 22 % des dépenses totales des exploitations agricoles du Yukon. Les dépenses relatives au bétail représentaient 20 % du total.

Utilisation des terres agricoles au Yukon, 1991



La valeur moyenne en capital des fermes des Territoires du Nord-Ouest s'établit à 1,4 million de dollars

- En 1991, les 27 fermes des Territoires du Nord-Ouest avaient une valeur en capital de 38 millions de dollars, une moyenne de 1,4 million par ferme. Le bétail et la volaille représentaient 79 % de ce total. On élève un grand nombre d'animaux sauvages dans cette région et il existe aussi de grandes entreprises avicoles.

- Les fermes des Territoires du Nord-Ouest couvraient une superficie globale de 2 853 acres en 1991. (Ce total ne comprend pas les vastes étendues où les animaux sauvages se déplacent et paissent.) Une proportion de 65 % de ces 2 853 acres étaient constitués de terres non améliorées telles que du pâturage, du pacage et du foin; 11 % étaient réservés à la culture, principalement celle du foin.

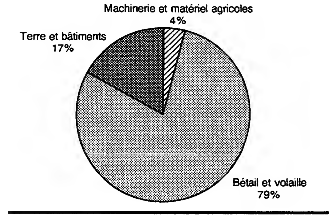
- En 1990, les engrais commerciaux étaient en usage dans 15 % des fermes des Territoires du Nord-Ouest. L'irrigation, les herbicides, les insecticides ou les fongicides n'étaient utilisés que dans moins de 12 % des fermes.

- Les animaux sauvages tels que le boeuf musqué et le renne constituaient en 1991 le bétail le plus commun dans les fermes des Territoires du Nord-Ouest, totalisant 47 000 têtes. Un petit nombre d'exploitations élevaient du bétail traditionnel tel que le boeuf et le porc, tandis que 19 % comptaient des poules et des poulets.

- En 1990, les dépenses relatives au bétail représentaient 36 % des dépenses totales des exploitations agricoles des Territoires du Nord-Ouest; les salaires et traitements s'établissaient à 22 % et les paiements d'intérêts à 14 %.

- Un peu plus de la moitié des fermes des Territoires du Nord-Ouest étaient équipées de tracteurs en 1991, tandis qu'un peu moins de la moitié possédaient des camionnettes et des fourgonnettes.

Répartition du capital agricole, Territoires du Nord-Ouest, 1991



BASE DE DONNÉES AGRICULTURE-POPULATION DU RECENSEMENT DE 1991 (100 %)



En 1991, la plus forte proportion d'exploitants agricoles mariés, soit plus de 91 %, se trouvait dans les fermes à deux exploitants, ce qui représente 94 % des femmes et 89 % des hommes.

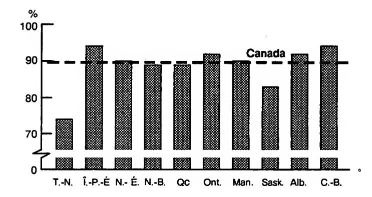
La plus faible proportion d'exploitants mariés (64 %) se trouvait dans les fermes à trois exploitants ou plus, comparativement à 81 % des femmes et à 69 % chez l'ensemble de ce groupe. Ces mêmes fermes comptaient également la plus forte proportion d'exploitants (masculins) célibataires (33 %), comparativement à 11 % des femmes et à 27 % chez l'ensemble de ce groupe.

Quatre-vingt-dix pourcent des exploitants agricoles canadiens habitaient sur leur ferme

En 1991, le plus fort pourcentage (93 %) d'exploitants agricoles habitant sur leur ferme se trouvait dans les fermes à deux exploitants, suivi des fermes à trois exploitants ou plus (90 %). Quant aux fermes à un seul exploitant, 86 % ont déclaré habiter sur leur ferme.

Terre-Neuve avait le plus faible pourcentage (74 %) d'exploitants habitant sur leur ferme en 1991, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard et la Colombie-Britannique enregistraient le plus fort pourcentage, soit 94 %.

Quatre-vingt-dix pourcent des exploitants agricoles canadiens habitaient sur leur ferme, en 1991



Le plus fort taux d'exploitants agricoles habitant sur leur ferme se trouvait dans les fermes à deux exploitants en Colombie-Britannique, et les fermes à un exploitant à l'Île-du-Prince-Édouard, 1991

	% d'exploitants habitant sur leur ferme			
	Total	Fermes à 1 exploitant	Fermes à 2 exploitants	Fermes à 3 exploitants et plus
	Pourcent			
Canada	**90**	**86**	**93**	**90**
Terre-Neuve	74	72	80	75
Île-du-Prince-Édouard	94	95	94	91
Nouvelle-Écosse	90	89	92	88
Nouveau-Brunswick	89	90	90	81
Québec	89	86	93	87
Ontario	92	91	94	91
Manitoba	90	87	93	93
Saskatchewan	83	78	89	89
Alberta	92	88	94	93
Colombie-Britannique	94	92	95	92

Le profil linguistique des exploitants agricoles canadiens différait de celui de l'ensemble de la population

En 1991, plus des deux tiers des exploitants agricoles canadiens (68 %) ont déclaré que l'anglais était leur langue maternelle. Le français venait au deuxième rang dans une proportion de 15 %. L'allemand et l'ukrainien suivaient dans l'ordre.

Ce profil était différent de celui de l'ensemble de la population canadienne. Par rapport à celle-ci, les exploitants agricoles étaient plus susceptibles d'avoir l'anglais comme langue maternelle (68 % contre 60 %) et moins susceptibles d'avoir le français à ce titre (15 % contre 24 %). Pour l'ensemble de la population, l'anglais et le français étaient suivis de l'italien et du chinois.

Le Manitoba était la seule province où on retrouvait les mêmes quatre langues maternelles principales, tant dans l'ensemble de la population que chez les exploitants agricoles.

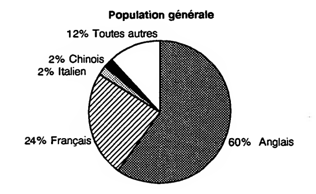
Le pourcentage d'exploitants ayant l'anglais comme langue maternelle était le plus fort à Terre-Neuve (99 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (92 %) et en Nouvelle-Écosse (91 %). Le Québec déclarait le plus faible pourcentage, soit 7 %.

Au Québec, 90 % des exploitants agricoles ont déclaré que le français était leur langue maternelle. Le Nouveau-Brunswick venait au deuxième rang à cet égard dans une proportion de 18 %. La Colombie-Britannique était la seule province où le français ne figurait pas parmi les quatre langues maternelles principales des exploitants agricoles.

Langues maternelles des exploitants agricoles et de l'ensemble de la population, Canada, 1991

Exploitants agricoles

8% Toutes autres
3% Ukrainien
6% Allemand
15% Français
68% Anglais



Plus des deux tiers des exploitants agricoles canadiens ont déclaré l'anglais comme langue maternelle en 1991

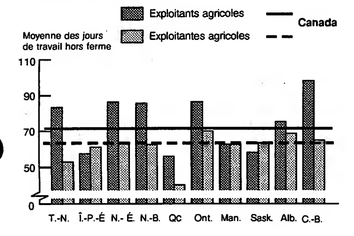
	Rang									
	Premier		Deuxième		Troisième		Quatrième		Tous les autres	
	Langue Maternelle	Pourcent	Langue Maternelle	Pourcent	Langue Maternelle	Pourcent	Langue Maternelle	Pourcent	Langue Maternelle	Pourcent
Can.	**Anglais**	**68**	**Français**	**15**	**Allemand**	**6**	**Ukrainien**	**3**	**Autres**	**8**
T.-N.	Anglais	99	Français	1	-		-		-	
Î.-P.-É.	Anglais	92	Néerlandais	3	Français	2	Allemand	1	Autres	2
N.-É.	Anglais	91	Néerlandais	4	Français	2	Allemand	1	Autres	2
N.-B.	Anglais	77	Français	18	Allemand	2	Néerlandais	2	Autres	1
Qc	Français	90	Anglais	7	Allemand	1	Anglais & Français	1	Autres	1
Ont.	Anglais	79	Néerlandais	5	Allemand	5	Français	4	Autres	7
Man.	Anglais	68	Allemand	13	Ukrainien	7	Français	5	Autres	7
Sask.	Anglais	80	Allemand	6	Ukrainien	5	Français	3	Autres	6
Alb.	Anglais	80	Allemand	6	Ukrainien	5	Français	3	Autres	6
C.-B.	Anglais	74	Allemand	8	Néerlandais	4	Pendjabi	2	Autres	12

Environ un tiers des exploitants agricoles travaillaient à l'extérieur de la ferme

La majorité des exploitants agricoles canadiens (63 %) n'ont pas occupé d'emploi à l'extérieur de la ferme en 1990.

Le deuxième plus grand groupe d'exploitants agricoles (21 %) ont indiqué qu'ils avaient travaillé 190 jours ou plus à l'extérieur de la ferme; ils représentaient 18 % des femmes et 22 % des hommes.

En moyenne en 1990, les exploitants agricoles ont travaillé un plus grand nombre de jours à l'extérieur de la ferme



Les exploitants agricoles ont travaillé en moyenne plus de jours à l'extérieur de la ferme que les exploitantes agricoles. Les exploitants agricoles canadiens ont consacré en moyenne 72 jours à cet emploi en 1990, comparativement à 63 jours pour les exploitantes agricoles.

L'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont fait exception à cette tendance nationale : les exploitantes agricoles de ces provinces ont travaillé en moyenne plus de jours à l'extérieur de la ferme que leurs homologues masculins. À l'Île-du-Prince-Édouard, elles ont travaillé en moyenne 61 jours à l'extérieur de la ferme en 1990, comparativement à 58 jours pour leurs homologues masculins. En Saskatchewan, les exploitantes agricoles ont travaillé en moyenne 63 jours à l'extérieur de la ferme, tandis que leurs homologues masculins n'y ont passé que 58 jours.

Au Manitoba, les exploitants agricoles des deux sexes ont travaillé en moyenne presque le même nombre de jours à l'extérieur de la ferme : 63 jours chez les hommes et 62 jours chez les femmes.

Le travail à l'extérieur de la ferme a varié selon le nombre d'exploitants dans les entreprises agricoles. Dans les entreprises où il n'y avait qu'un seul exploitant, 63 % travaillaient exclusivement à la ferme en 1990. Les exploitantes agricoles opérant seules leur entreprise étaient plus susceptibles de travailler exclusivement à la ferme que leurs homologues masculins : 68 %, comparativement à 62 % pour les hommes.

Dans les fermes qui comptaient deux exploitants, 61 % n'ont pas déclaré d'emploi à l'extérieur de la ferme en 1990, ce qui regroupe 62 % des femmes et 60 % des hommes.

Dans les fermes qui comptaient trois exploitants et plus, on était moins susceptible de travailler à l'extérieur de la ferme : 73 % des exploitants de ce groupe n'ont déclaré aucun emploi à l'extérieur en 1990. La différence entre le nombre d'hommes et de femmes était très mince.

Environ un tiers des exploitants agricoles canadiens travaillaient à l'extérieur de la ferme en 1990

Jours de travail à l'extérieur de la ferme	Total		Hommes		Femmes	
	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent
Aucun jour	**245 865**	**63**	**181 790**	**63**	**64 075**	**64**
1 jour ou plus	**145 000**	**37**	**108 760**	**37**	**36 245**	**36**
De 1 à 19 jours	6 140	4	4 395	4	1 745	5
De 20 à 59 jours	13 150	9	9 305	9	3 845	11
De 60 à 189 jours	45 055	31	32 175	30	12 880	36
190 jours et plus	80 655	56	62 885	58	17 775	49

C'est au Québec qu'on a signalé la plus forte proportion d'exploitants agricoles ne travaillant pas à l'extérieur en 1990. Dans les fermes québécoises qui ne comptaient qu'un seul exploitant, 69 % d'entre eux n'ont déclaré aucun jour de travail à l'extérieur de la ferme, ce qui représente 75 % des exploitantes agricoles et 69 % de leurs homologues masculins. Quant aux fermes qui comptaient deux exploitants, plus de 77 % des exploitants n'ont indiqué aucun travail à l'extérieur en 1990. Dans les fermes québécoises qui comptaient trois exploitants ou plus, on a déclaré un pourcentage beaucoup plus élevé (84 %) d'exploitants agricoles n'ayant pas d'emploi à l'extérieur.

Au Canada, le plus fort taux de travail à l'extérieur de la ferme (52 %) a été signalé en Colombie-Britannique par les hommes des entreprises agricoles comptant deux exploitants. C'est le seul groupe à avoir un taux supérieur à 50 %.

En 1991, la majorité des exploitants agricoles canadiens étaient mariés

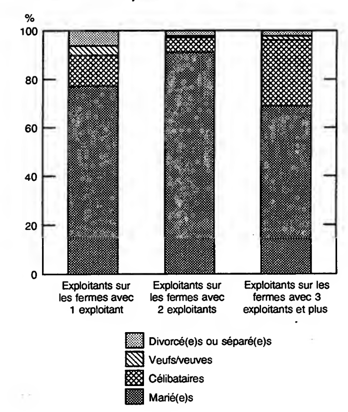
En 1991, 82 % des exploitants agricoles canadiens étaient mariés, 11 % étaient célibataires, 4 % étaient divorcés ou séparés et 3 % étaient veufs.

Un plus grand nombre d'exploitantes agricoles étaient mariées : 87 % comparativement à 81 % chez leurs homologues masculins.

Parmi les exploitantes agricoles, les veuves constituaient la deuxième catégorie en importance (6 %), suivies des célibataires (4 %) et des femmes divorcées ou séparées (3 %).

Chez les hommes, les célibataires venaient au deuxième rang (13 %), suivis de ceux qui étaient divorcés ou séparés (4 %) et des veufs (2 %).

En 1991, la plus forte proportion d'exploitants agricoles mariés au Canada se trouvait dans les fermes à deux exploitants



L'état matrimonial variait aussi selon le nombre d'exploitants par ferme. Dans les fermes à un seul exploitant, 79 % des exploitants masculins étaient mariés et 13 % étaient célibataires. Par contre, moins de la moitié (42 %) des exploitantes étaient mariées. Parmi celles exploitant seules leur ferme, la proportion de veuves était plus élevée (34 %) que celle des célibataires (10 %).

Les exploitantes agricoles sont plus susceptibles d'être mariées, 1991

Canada	Ensemble des exploitants		Hommes		Femmes	
	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent
				Pourcent		
Total	**390 870**	**100**	**290 550**	**100**	**100 320**	**100**
Marié(e)s	322 405	82	234 895	81	87 510	87
Célibataires	43 135	11	39 005	13	4 130	4
Divorcé(e)s ou séparé(e)s	15 140	4	12 275	4	2 865	3
Veufs/veuves	10 190	3	4 375	2	5 815	6

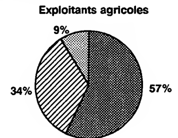
Les exploitantes agricoles sont plus susceptibles de partager les responsabilités de gestion de la ferme

En 1991, la plupart des exploitantes agricoles canadiennes étaient en fait coexploitantes de leur entreprise agricole, soit 79 % dans les fermes à deux exploitants et 11 % dans les fermes à trois exploitants ou plus. Les autres (10 %) ont déclaré faire partie de la catégorie de celles qui exploitent seules leur ferme. Toutefois, la proportion d'exploitantes agricoles uniques variait d'une province à l'autre, allant de 24 % à Terre-Neuve à 8 % au Manitoba et en Alberta.

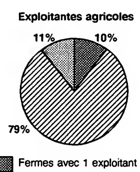
Quant aux hommes, ils étaient plus susceptibles d'exploiter seuls leur ferme. À l'échelle nationale, 57 % de tous les exploitants agricoles masculins étaient des exploitants uniques en 1991, alors que 34 % se trouvaient dans des fermes dirigées par deux exploitants et 9 %, dans des fermes à trois exploitants et plus.

La majorité des exploitants agricoles se trouvaient sur des fermes administrées par un seul exploitant, en 1991

Exploitants agricoles



Exploitantes agricoles



Fermes avec 1 exploitant
Fermes avec 2 exploitants
Fermes avec 3 exploitants et plus

La plupart des exploitantes agricoles se trouvaient dans des fermes administrées par deux exploitants ou plus, en 1991

	Hommes Nombre d'exploitants			Femmes Nombre d'exploitantes		
	1	2	3 ou plus	1	2	3 ou plus
	Pourcent					
Canada	**57**	**34**	**9**	**10**	**79**	**11**
Terre-Neuve	71	23	5	24	64	12
Île-du-Prince-Édouard	61	29	10	14	72	15
Nouvelle-Écosse	65	28	7	22	68	10
Nouveau-Brunswick	65	27	8	17	71	12
Québec	57	33	11	12	74	14
Ontario	50	40	10	9	79	12
Manitoba	61	31	8	8	81	10
Saskatchewan	67	27	6	12	79	9
Alberta	54	37	9	8	82	10
Colombie-Britannique	46	45	8	14	78	9

Les exploitantes agricoles sont plus jeunes que leurs homologues masculins

Parmi les 390 870 exploitants agricoles canadiens, 48 % étaient âgés entre 35 et 54 ans en 1991. Ceux qui avaient 55 ans ou plus constituaient le deuxième groupe en importance, c'est-à-dire 32 %, tandis que les exploitants âgés de moins de 35 ans ne représentaient que 20 % des exploitants.

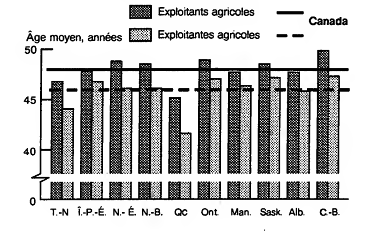
Ces pourcentages s'appliquaient tant aux hommes qu'aux femmes; toutefois, les exploitantes agricoles étaient en moyenne plus jeunes que leurs homologues masculins. En 1991, 21 % des exploitantes agricoles canadiennes avaient moins de 35 ans, comparativement à 19 % chez les hommes.

Le groupe d'âge des 35 à 54 ans regroupait 52 % des femmes et 47 % des hommes, tandis que le groupe des 55 ans et plus comptait 26 % des femmes et 34 % des hommes.

C'est le Québec qui comptait la plus forte proportion d'exploitants de moins de 35 ans, celle-ci s'élevant à 25 %. Dans cette province, 31 % des exploitantes agricoles faisaient partie de ce groupe, ce qui représente près du double de la proportion observée en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard, soit 16 % chacun.

En 1991, la Saskatchewan comptait la plus forte proportion d'exploitants agricoles du groupe des 55 ans et plus, soit 35 %, ce qui représente 37 % des hommes et 30 % des femmes.

En moyenne, en 1991, les exploitantes agricoles étaient plus jeunes que leurs homologues masculins, dans toutes les provinces



L'âge moyen des exploitants agricoles au Canada en 1991 était de 47,5 ans. Celui des hommes se situait à 48,0 ans et celui des femmes, à 46,0 ans.

Le Québec présentait la plus jeune population d'exploitants agricoles, l'âge moyen étant de 41,7 ans pour les femmes et de 45,2 ans pour les hommes. La moyenne globale dans cette province était de 44,3 ans.

La Colombie-Britannique avait la moyenne d'âge la plus élevée chez les exploitants agricoles en 1991, soit 47,2 ans chez les femmes, et 49,8 ans chez les hommes. La moyenne d'âge globale des exploitants agricoles de la Colombie-Britannique était de 48,9 ans.

La majorité des exploitants agricoles canadiens étaient âgés de 35 à 54 ans en 1991

	Ensemble des exploitants			Hommes			Femmes		
	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus	Moins de 35 ans	De 35 à 54 ans	55 ans ou plus
	Pourcent								
Canada	**20**	**48**	**32**	**19**	**47**	**34**	**21**	**52**	**26**
Terre-Neuve	15	59	26	14	58	27	21	62	18
Île-du-Prince-Édouard	20	47	33	21	45	34	16	58	26
Nouvelle-Écosse	17	51	33	17	49	35	18	58	24
Nouveau-Brunswick	16	52	31	16	52	33	19	56	24
Québec	25	52	22	23	52	25	31	54	15
Ontario	18	48	34	18	46	36	19	52	29
Manitoba	21	47	32	21	45	34	21	52	28
Saskatchewan	20	45	35	20	43	37	20	49	30
Alberta	20	48	32	20	46	34	22	52	26
Colombie-Britannique	14	51	34	14	49	37	16	56	28

La population agricole canadienne représentait 3,2 % de l'ensemble de la population en 1991

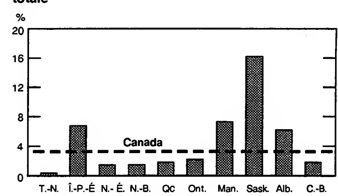
En 1991, 867 265 personnes, 3,2 % de la population canadienne, faisait partie des ménages agricoles et habitant une ferme. La proportion la plus élevée de la population agricole par rapport à l'ensemble de la population se trouvait en Saskatchewan (16,2 %). Terre-Neuve avait la plus faible proportion, à 0,4 %. L'Ontario avait la population agricole[1] la plus élevée, soit 226 750.

En 1991, la population agricole rurale[2] représentait 13,1 % de l'ensemble de la population rurale canadienne. C'est encore en Saskatchewan qu'on trouve la plus forte proportion de la population rurale habitant sur des fermes (41,5 %).

1 *La «population agricole» se rapporte à toutes les personnes faisant partie du ménage d'un exploitant agricole et habitant une ferme dans une région rurale ou urbaine.*

2 *La «population rurale agricole» se rapporte à toutes les personnes faisant partie du ménage d'un exploitant agricole et habitant une ferme dans une région rurale.*

La proportion agricole en Saskatchewan représentait, en 1991 16,2% de la population totale



L'Ontario a déclaré la population agricole la plus élevé, en 1991

	Population agricole totale		Population agricole rurale		
	Nombre de personnes	En pourcentage de l'ensemble de la population	Nombre de personnes	En pourcentage de la population rurale	En pourcentage de l'ensemble de la population
Canada	**867 265**	**3,2**	**830 425**	**13,1**	**3,1**
Terre-Neuve	2 045	0,4	1 645	0,6	0,3
Île-du-Prince-Édouard	8 670	6,7	8 570	11,0	6,6
Nouvelle-Écosse	12 785	1,4	12 455	3,0	1,4
Nouveau-Brunswick	10 970	1,5	10 625	2,8	1,5
Québec	128 370	1,9	122 685	7,9	1,8
Ontario	226 750	2,2	220 330	12,0	2,2
Manitoba	79 610	7,3	78 000	25,6	7,1
Saskatchewan	159 725	16,2	151 630	41,5	15,3
Alberta	177 190	7,0	171 860	33,4	6,8
Colombie-Britannique	61 135	1,9	52 625	8,2	1,6

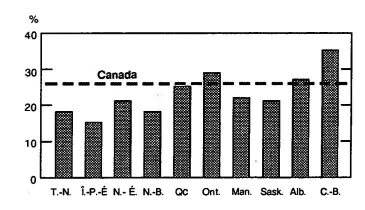
Un quart des exploitants agricoles étaient des femmes en 1991

Au moment du Recensement de l'agriculture de 1991, 390 870 exploitants administraient les 280 040 fermes canadiennes; 100 320 de ces exploitants étaient des femmes, c'est-à-dire un quart du nombre total.

En 1991, la Colombie-Britannique a déclaré le plus fort pourcentage d'exploitantes agricoles (35 %); l'Île-du-Prince-Édouard déclarait le plus faible pourcentage (15 %).

Dans les fermes gérées par deux exploitants, on comptait une proportion plus importante de femmes (44 % de l'ensemble des exploitants). Quant aux fermes de trois exploitants ou plus, les femmes représentaient 30 % des exploitants. Le plus faible pourcentage de femmes se trouvait dans les fermes à un seul exploitant où leur représentation était de 6 % par rapport à l'ensemble des exploitants de cette catégorie.

La proportion d'exploitantes agricoles variait d'une province à l'autre en 1991



Les exploitantes agricoles représentaient un peu moins de la moitié des exploitants dans les fermes à deux exploitants, 1991

	Ensemble des fermes (1991)		Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants		Fermes à 3 exploitants ou plus	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	Pourcent							
Canada	**74**	**26**	**94**	**6**	**56**	**44**	**70**	**30**
Terre-Neuve	82	18	93	7	62	38	67	33
Île-du-Prince-Édouard	85	15	96	4	69	30	79	21
Nouvelle-Écosse	79	21	92	8	60	40	74	26
Nouveau-Brunswick	82	18	95	5	63	37	75	25
Québec	75	25	93	7	57	43	70	29
Ontario	71	29	93	7	56	44	69	31
Manitoba	78	22	96	4	57	43	73	27
Saskatchewan	79	21	96	4	56	44	72	28
Alberta	73	27	95	5	55	45	71	29
Colombie-Britannique	65	35	87	13	52	47	64	36

Nouvelles données sur les exploitants agricoles canadiens

En 1991, pour la première fois dans l'histoire du Recensement de l'agriculture, les répondants étaient en mesure de déclarer plus d'un exploitant[1] sur le questionnaire du recensement. Ce changement, qui a été apporté suite aux consultations avec nos clients à travers le Canada, aidera à évaluer la contribution des femmes à l'agriculture canadienne.

Cette nouvelle information permet de dresser un portrait plus précis des hommes et des femmes qui prennent tous les jours des décisions dans les fermes canadiennes. Elle donne aussi un aperçu des différences entre les fermes dirigées par un seul exploitant et celles qui sont administrées par deux exploitants ou plus.

Cette section de la publication contient les dernières données sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial et la langue maternelle des exploitants agricoles canadiens et de la population agricole. De plus, cette publication examine les relations entre les caractéristiques des exploitants agricoles et des variables agricoles, telles que les jours de travail à l'extérieur de la ferme et le lieu de résidence.

Ces données offrent un profil des ressources de gestion de l'agriculture canadienne. Combiné à la deuxième diffusion de la base de données agriculture-population (prévue pour octobre 1993), qui donnera un aperçu de l'information sur les niveaux d'instruction et les champs d'études ainsi que sur les revenus répartis selon la source et la profession, le Recensement de 1991 offrira une description détaillée de l'agriculture canadienne.

Les Recensements de l'agriculture précédents ne permettaient que l'identification d'un seul exploitant par ferme, tandis qu'en 1991, les données ont été retenues et totalisées pour jusqu'à trois exploitants agricoles par exploitation.

Les deuxième et troisième exploitants qui n'étaient pas représentés antérieurement lors des Recensements de l'agriculture, étaient plus jeunes et comptaient un plus grand nombre de femmes que ceux identifiés comme étant les premiers exploitants.

[1] *Un exploitant agricole est une personne responsable de prendre au jour le jour les décisions nécessaires à la bonne marche de l'exploitation agricole.*

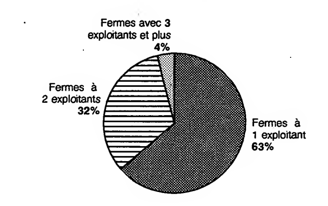
En prenant en considération ces différences, les données sur les exploitants agricoles et la population agricole présentées dans cette publication, ne doivent pas être comparées aux données publiées antérieurement. De plus amples renseignements sur la comparabilité des données sont disponibles en communiquant avec la section du Recensement de l'agriculture ou le Centre de référence de Statistique Canada le plus près.

La majorité des fermes canadiennes sont administrées par un seul exploitant

En 1991, 63 % des 280 040 fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant. Dans ces 176 935 fermes, 94 % des exploitants étaient des hommes et 6 % étaient des femmes. L'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba ont déclaré le plus faible pourcentage de femmes exploitant seules leur ferme (4 %). Le pourcentage le plus élevé de cette catégorie se retrouvait en Colombie-Britannique (13 %).

En 1991, les fermes à deux exploitants représentaient le tiers des fermes canadiennes. De ces 90 630 fermes, 87 % étaient administrées par un homme et une femme, 13 % par deux hommes et le reste, (moins que 1 %), par deux femmes.

Les deux tiers des fermes canadiennes étaient administrées par un seul exploitant en 1991



Du nombre total de fermes au Canada en 1991, celles comptant trois exploitants ou plus[2] constituaient une minorité (4 %). Les combinaisons d'exploitants masculins et féminins (par exemple, deux hommes et une femme ou un homme et deux femmes) représentaient plus des trois quarts de ces fermes à plusieurs exploitants. Une proportion de 24 % de ces fermes étaient administrées par trois hommes et moins que 1 % l'étaient par trois femmes.

[2] *En ce qui concerne les fermes de trois exploitants et plus, seules les données relatives aux trois premiers ont été retenues et totalisées.*

95 % des fermes canadiennes étaient administrées par un ou deux exploitants en 1991

	Ensemble des fermes		Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants		Fermes à 3 exploitants ou plus	
	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent	Nombre	Pourcent
Canada	**280 040**	**100**	**176 935**	**63**	**90 630**	**32**	**12 480**	**4**
Terre-Neuve	725	100	565	78	140	19	20	3
Île-du-Prince-Édouard	2 360	100	1 685	71	565	24	115	5
Nouvelle-Écosse	3 980	100	2 900	73	945	24	135	3
Nouveau-Brunswick	3 250	100	2 380	73	740	23	125	4
Québec	38 075	100	24 530	64	11 500	30	2 050	5
Ontario	68 635	100	39 020	57	25 925	38	3 680	5
Manitoba	25 705	100	17 200	67	7 450	29	1 055	4
Saskatchewan	60 840	100	43 900	72	15 005	25	1 935	3
Alberta	57 245	100	34 565	60	20 145	35	2 530	4
Colombie-Britannique	19 225	100	10 180	53	8 210	43	830	4

Les combinaisons de gestion hommes-femmes dominaient dans les fermes à plusieurs exploitants en 1991

	Fermes à 1 exploitant		Fermes à 2 exploitants			Fermes à 3 exploitants ou plus		
	Homme	Femme	2 Hommes	2 Femmes	1 Homme et 1 femme	3 Hommes	3 Femmes	Combinaisons homme/femme
	Pourcent							
Canada	**94,0**	**6,0**	**13,0**	**0,4**	**86,6**	**24,2**	**0,2**	**75,6**
Terre-Neuve	92,9	7,1	22,2	--	77,8	25,0	--	75,0
Île-du-Prince-Édouard	96,1	3,9	40,2	0,9	58,9	43,5	--	56,5
Nouvelle-Écosse	91,7	8,3	21,6	1,1	77,4	33,3	--	66,7
Nouveau-Brunswick	94,7	5,3	26,8	0,7	72,5	32,0	--	68,0
Québec	93,5	6,5	14,9	0,4	84,7	22,5	--	77,5
Ontario	93,0	7,0	12,2	0,5	87,3	19,8	0,1	80,0
Manitoba	96,1	3,9	15,8	0,4	83,8	29,9	--	70,1
Saskatchewan	95,5	4,5	15,0	0,2	84,8	30,7	0,3	69,1
Alberta	94,9	5,1	11,5	0,4	88,1	26,1	0,2	73,7
Colombie-Britannique	86,6	13,4	6,0	0,7	93,4	14,5	0,6	84,9

-- *nombres infimes.*

Confidentialité et arrondissement aléatoire

Afin de protéger le caractère confidentiel des renseignements fournis, les chiffres se trouvant dans les tableaux de la présente section ont fait l'objet d'un arrondissement aléatoire qui supprime toute possibilité d'associer des données statistiques à une personne facilement reconnaissable. Selon cette méthode, tous les chiffres, y compris les totaux, sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers le bas) jusqu'à un multiple de 5 ou de 10. Cette technique assure une protection des données contre la divulgation, sans ajouter d'erreur significative dans les données du recensement. Cependant, elle entraîne certaines conséquences pour les utilisateurs. Comme les totaux sont arrondis séparément, ils ne correspondent pas nécessairement, à la somme des chiffres arrondis séparément dans les répartitions. De plus, il faut s'attendre à ce que les totaux et les autres chiffres correspondants dans diverses totalisations du recensement, présentent quelques légères différences. De même, la somme des pourcentages, qui sont calculés à partir de chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100. Les répartitions en pourcentage et les taux sont dans la plupart des cas basés sur des données arrondies, alors que les variations en pourcentage et les moyennes sont basées sur des données non arrondies.

En règle générale, les agriculteurs principaux étaient moins mobiles en 1991 qu'en 1986. Seulement 11 % d'entre eux ont déménagé entre 1986 et 1991, comparativement à 14 % entre 1981 et 1986.

Toutefois, à l'échelle provinciale, on observe la tendance contraire en Colombie-Britannique, où 20 % des agriculteurs principaux ont déménagé entre 1986 et 1991 comparativement à 18 % entre 1981 et 1986.

BASE DE DONNÉES AGRICULTURE-POPULATION DU RECENSEMENT DE 1991 (20 %)



Caractéristiques des exploitations agricoles des agriculteurs principaux et secondaires

	Agriculteurs principaux	Agriculteurs secondaires
Superficie totale de la ferme (acres)		
1986	691	262
1991	758	289
Changement en %	9,7	10,3
Revenus agricoles bruts (en $ de 1990)		
1985	90 778	33 113
1990	114 220	34 510
Changement en %	25,8	4,2
Capital agricole total ($)		
1986	441 278	215 868
1991	553 419	303 627
Changement en %	25,4	40,6

Entre 1986 et 1991, les exploitants agricoles et l'ensemble de la population active montraient une hausse du nombre moyen d'années d'études

Les exploitants agricoles canadiens comptaient en moyenne 11,1 années d'études en 1991, ce qui représente 5 % de plus qu'en 1986. Les agriculteurs secondaires comptaient 11,9 années d'études, tandis que les agriculteurs principaux en comptaient 10,6. En comparaison, l'ensemble de la population active avait en moyenne 12,9 années d'études en 1991, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 1986.

En 1991, les exploitants agricoles de la Colombie-Britannique comptaient en moyenne 12,1 années d'études, le nombre le plus élevé dans l'ensemble des provinces. Le Québec (10,1 années) et le Manitoba (10,6 années) ont enregistré les nombres moyens d'années d'études les plus faibles.

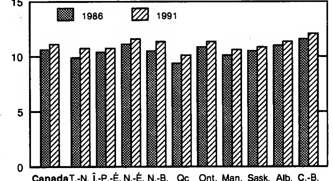
Nombre moyen d'années d'études au Canada

	1986	1991	Changement en %
Ensemble de la population active	12,4	12,9	4,0
Tous les exploitants	10,6	11,1	4,7
Agriculteurs principaux	10,2	10,6	3,9
Agriculteurs secondaires	11,4	11,9	4,4

Dans l'ensemble des provinces, le nombre moyen d'années d'études des exploitants agricoles a grimpé entre 1986 et 1991, conformément à la tendance observée dans l'ensemble de la population active.

De même, le pourcentage d'exploitants qui ont déclaré une scolarité inférieure à la neuvième année a diminué entre 1986 et 1991, passant de 29 % à 23 %, ce qui représente une baisse de 21 %.

Les exploitants de toutes les provinces ont déclaré un nombre plus élevé d'années d'études



Les exploitants agricoles vieillissent

La majorité des exploitants (48 %) étaient âgés de 35 à 54 ans au moment de la tenue du Recensement de 1991. La proportion d'exploitants dans cette catégorie d'âge se situe depuis un certain nombre de recensements dans la tranche des 46 % à 52 %. En 1991, 43 % des agriculteurs principaux en faisaient partie, comparativement à 57 % pour les agriculteurs secondaires.

Ce qui est significatif, ce sont les changements constatés dans le groupe d'âge des plus jeunes (moins de 35 ans) et le groupe d'âge le plus élevé (55 ans et plus).

La proportion d'exploitants âgés de moins de 35 ans a diminué entre 1986 et 1991, passant de 20 % à 16 % – une diminution de 20 %. La baisse a été légèrement moins marquée dans le cas des agriculteurs secondaires.

Dans le cas des exploitants plus âgés (55 ans et plus), on a enregistré entre 1986 et 1991 une augmentation de 10 % pour les agriculteurs principaux (où la proportion est passée de 38 % en 1986 à 42 % en 1991). La proportion chez les agriculteurs secondaires est demeurée inchangée à 25 %.

Catégorie d'âge des exploitants agricoles au Canada

	Pourcentage de tous les exploitants agricoles					
	Moins de 35 ans		35 à 54 ans		55 ans et plus	
	1986	1991	1986	1991	1986	1991
Tous les exploitants	19,7	16,2	46,3	48,1	34,0	35,7
Agriculteurs principaux	19,5	15,1	42,4	43,3	38,1	41,6
Agriculteurs secondaires	20,2	18,2	54,5	56,9	25,2	24,9

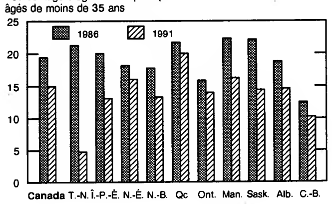
Tendance à long terme ou fluctuation à court terme ?

Le phénomène de diminution de la proportion de jeunes exploitants agricoles et d'augmentation de la proportion d'exploitants agricoles plus âgés entre 1986 et 1991 a également été observé entre 1981 et 1986. Aux Recensements de 1966 et de 1971, la proportion de jeunes exploitants n'était que de 15 % (légèrement inférieure à celle de 16 % enregistrée en 1991), tandis que la proportion d'exploitants plus âgés était respectivement de 32 % et de 33 % (en comparaison de 36 % en 1991).

On a enregistré dans toutes les provinces une diminution de la proportion de jeunes exploitants agricoles. La Colombie-Britannique comptait la proportion la plus élevée d'agriculteurs principaux plus âgés, les exploitants âgés de 55 ans et plus représentant 49 % de l'ensemble contre seulement 10 % pour les exploitants de moins de 35 ans. Depuis 1986, la baisse de la proportion d'exploitants agricoles âgés de moins de 35 ans a été la plus prononcée à Terre-Neuve, où on y enregistrait une diminution de 78 % dans le cas des agriculteurs principaux. Les exploitants du Québec étaient en 1991 les plus jeunes, 20 % d'entre eux étant âgés de moins de 35 ans. Toutefois, il s'agit d'une baisse de 8 % depuis 1986.

Le pourcentage d'agriculteurs principaux dans le plus jeune groupe d'âge (moins de 35 ans) a enregistré une baisse marquée

Pourcentage d'agriculteurs principaux âgés de moins de 35 ans

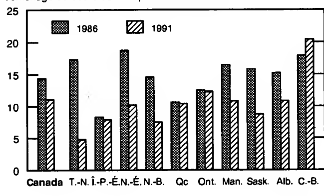


Les agriculteurs principaux sont les moins mobiles

Les agriculteurs principaux ne constituaient pas un groupe professionnel très mobile; seulement 11 % d'entre eux ont déménagé entre 1986 et 1991. Par contraste, durant la même période de cinq ans, 50 % de l'ensemble de la population a déménagé, et 23 % des agriculteurs secondaires ont déménagé.

Les agriculteurs principaux de la Colombie-Britannique sont de plus en plus mobiles

Pourcentage d'agriculteurs principaux qui ont déménagé au cours des cinq dernières années



Les agriculteurs principaux de la Colombie-Britannique étaient les plus mobiles, 20 % d'entre eux ayant déménagé. Les agriculteurs principaux du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard étaient les moins mobiles. Dans chacune de ces provinces, moins de 8 % des agriculteurs principaux ont déclaré avoir déménagé entre 1986 et 1991.

Pourcentage des personnes ayant déménagé entre les deux derniers Recensements, Canada

	1981-1986	1986-1991	Changement en %
Ensemble de la population active	48,6 %	50,5 %	3,9
Tous les exploitants	16,9 %	15,3 %	-9,5
Agriculteurs principaux	14,3 %	11,0 %	-23,1
Agriculteurs secondaires	22,6 %	23,1 %	2,2

Profil de l'ensemble de la population active[1] et de tous les exploitants agricoles[2] selon la profession, 1991

Caractéristiques	Unité	Ensemble de la population active			Exploitants agricoles: Tous les exploitants			Agriculteurs principaux[3]			Agriculteurs secondaires[4]		
		Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Sexe masculin	Sexe féminin
Canada													
Nombre de personnes	nbre	14 429 705	7 932 640	6 497 065	390 725	290 020	100 705	241 305	192 370	48 930	149 415	97 650	51 770
Pourcentage du total	%	100,0	55,0	45,0	100,0	74,2	25,8	100,0	79,7	20,3	100,0	65,4	34,6
Niveau d'études													
Moins d'une 9e année	%	7,7	9,2	5,8	20,2	22,9	12,2	24,1	26,2	16,1	13,8	16,6	8,6
De la 9e à la 13e année	%	40,1	40,4	39,7	45,3	45,3	45,1	47,6	47,2	49,2	41,5	41,6	41,2
Études postsecondaires non universitaires	%	26,4	25,1	28,2	21,2	19,6	25,7	18,3	17,2	22,7	25,8	24,3	28,6
Études universitaires	%	25,8	25,4	26,3	13,4	12,2	17,0	9,9	9,4	12,0	19,0	17,5	21,7
Nombre moyen d'années d'études	années	12,9	12,8	13,0	11,3	11,1	12,0	10,8	10,7	11,5	12,1	11,9	12,6
Niveau d'activité													
Moyenne des semaines travaillées par année[5]	semaines	41	42	40	46	46	43	47	47	45	44	45	41
Moyenne des heures travaillées par semaine[6]	heures	33	36	29	51	57	35	57	62	41	41	47	30
Âge													
Moins de 35 ans	%	46,5	45,2	48,1	19,9	19,3	21,7	18,7	18,6	18,8	21,9	20,6	24,4
35 à 54 ans	%	42,9	42,7	43,1	48,1	46,7	52,2	43,4	41,9	49,3	55,7	56,1	54,9
55 ans et plus	%	10,6	12,1	8,8	32,0	34,0	26,2	37,9	39,4	31,9	22,4	23,3	20,7
Âge moyen	années	37	38	36	47	48	46	49	49	48	45	45	44
Lieu de naissance/ Mobilité													
Pas né au Canada	%	19,6	19,9	19,3	10,7	10,0	12,7	11,0	10,0	14,9	10,2	9,9	10,7
A déménagé dans les 5 dernières années	%	50,5	49,5	51,7	16,2	14,9	19,8	11,7	10,8	14,9	23,5	23,0	24,4
Caractéristiques agricoles													
Revenus agricoles bruts moyens en 1990[5]	$	...	...	...	95 390	97 728	88 658	124 935	128 460	111 074	47 676	37 183	67 470
Superficie agricole totale moyenne	acres	...	...	...	608	636	530	771	807	630	346	299	435
Capital agricole total moyen	$	...	...	...	498 997	507 605	474 206	590 553	604 056	537 468	351 137	317 593	414 410

1 *Comprennent les personnes de 15 ans et plus qui font partie de la population active.*
2 *Concernent jusqu'à trois exploitants par ferme selon ce qui était indiqué sur le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 1991.*
3 *Concernent les exploitants agricoles qui ont déclaré une profession agricole.*
4 *Concernent les exploitants agricoles qui ont déclaré une profession non agricole.*
5 *Déclarées à l'égard de l'année précédant l'année du Recensement.*
6 *Déclarées à l'égard de la semaine précédant le jour du Recensement.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*
Source : Base de données agriculture-population de 1991, Base de données du Recensement de la population de 1991.

Partie 2

Profil chronologique des exploitants agricoles, 1986-1991 – Exploitants inscrits en premier lieu

Bien que 37 % des fermes canadiennes aient déclaré plus d'un exploitant au Recensement de l'agriculture de 1991, la présente section concerne uniquement la personne inscrite en premier lieu sur le questionnaire. On peut ainsi procéder à une comparaison avec les recensements antérieurs, où un seul exploitant agricole était inscrit par ferme.

Contrairement à la première partie, aucune analyse selon le sexe n'est présentée. Étant donné que la majorité des exploitantes ont été inscrites en deuxième ou troisième lieu sur le questionnaire du Recensement de l'agriculture de 1991, l'analyse des exploitants inscrits en premier lieu révèle peu de chose sur les femmes qui exploitent des fermes. La première comparaison complète des caractéristiques relatives aux exploitants agricoles selon le sexe durant une période de temps donnée ne pourra être effectuée que lorsque les résultats du prochain Recensement de l'agriculture seront comparés à ceux de 1991.

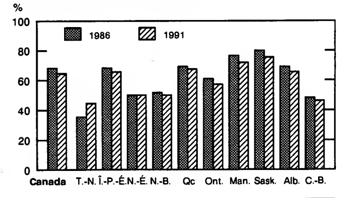
La proportion d'exploitants agricoles déclarant une profession agricole a diminué

Entre 1986 et 1991, le pourcentage d'agriculteurs principaux canadiens a diminué, passant de 68 % à 65 %.

Toutes les provinces ont enregistré une baisse, à l'exception de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse.

Soixante-seize pour cent des exploitants agricoles de la Saskatchewan ont déclaré une profession agricole en 1991, ce qui représente la proportion la plus élevée dans l'ensemble des provinces. Terre-Neuve, avec 45 % des exploitants, et la Colombie-Britannique, avec 46 %, ont enregistré en 1991 les plus faibles pourcentages.

Le pourcentage d'agriculteurs principaux a diminué au Canada sauf à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse



Les agriculteurs principaux exploitaient des fermes plus importantes

Les agriculteurs principaux exploitaient des fermes beaucoup plus importantes que celles des agriculteurs secondaires – plus importantes en ce qui a trait à la superficie totale des terres, aux revenus agricoles bruts et à la valeur totale du capital agricole. En fait, le revenu agricole brut moyen déclaré en 1990 par les agriculteurs principaux (114 220 $) était 231 % plus élevé que celui des agriculteurs secondaires. La superficie moyenne des terres, de l'ordre de 758 acres, était 162 % plus importante, et la valeur du capital agricole, qui s'élevait à 553 419 $, était supérieure de 82 %.

L'augmentation des revenus agricoles bruts depuis 1985 a été de 26 % pour les agriculteurs principaux, et de 4 % pour les agriculteurs secondaires.

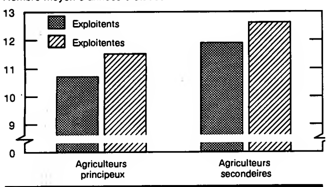
La différence entre les revenus agricoles bruts moyens des groupes professionnels agricoles et ceux des groupes professionnels non agricoles était plus prononcée dans les provinces de l'Atlantique et beaucoup moins prononcée dans les Prairies. Cette situation est due au fait que les fermes exploitées par des agriculteurs principaux dans les provinces de l'Atlantique ont enregistré un revenu agricole brut moyen plus élevé que les fermes de leurs homologues des Prairies. Dans l'ensemble des provinces à l'exception de la Saskatchewan, le revenu agricole brut moyen des agriculteurs principaux dépassait 100 000 $; dans la plus grande partie de l'Est du Canada, il dépassait 125 000 $. Le revenu agricole brut moyen des agriculteurs secondaires était dans toutes les provinces inférieur à 45 000 $ en 1990.

Dans tous les cas, les exploitants de sexe masculin ont déclaré un nombre de semaines par année et d'heures par semaine égal ou supérieur à celui des exploitantes. Toutefois, ces nombres visaient uniquement le travail agricole ou le travail rémunéré, et ne comprenaient pas le bénévolat, les travaux ménagers ou d'entretien, ou les réparations de sa propre maison.

Les exploitantes agricoles avaient un niveau d'études supérieur à celui de leurs homologues masculins

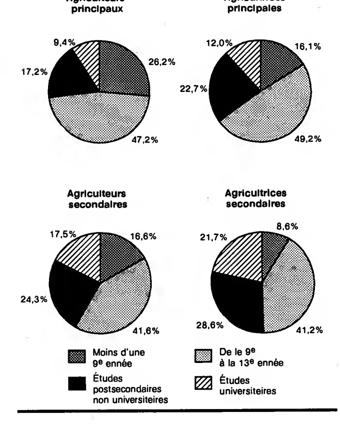
Le niveau d'études des exploitants agricoles variaient selon le sexe et la profession. En règle générale, les exploitantes possédaient un nombre moyen plus élevé d'années d'études que leurs homologues masculins. À l'échelle nationale, les exploitantes agricoles comptaient en moyenne 12,0 années d'études, comparativement à 11,1 années pour les exploitants de sexe masculin. Dans l'ensemble de la population active, on compte en comparaison 13,0 années d'études chez les femmes et 12,8 années chez les hommes.

Les agriculteurs secondaires canadiens ont déclaré en moyenne en 1991 un plus grand nombre d'années d'études



Au Canada en 1991, une plus forte proportion d'exploitantes que d'exploitants agricoles possédaient une formation universitaire (17 % comparativement à 12 %). Cela était vrai tant pour les agriculteurs principaux que secondaires de toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick dans le cas des agriculteurs principaux. Dans l'ensemble de la population active, 26 % des femmes et 25 % des hommes possédaient une formation de niveau universitaire. On retrouvait chez les agricultrices principales de l'Île-du-Prince-Édouard (36 %), la proportion la plus élevée d'études universitaires.

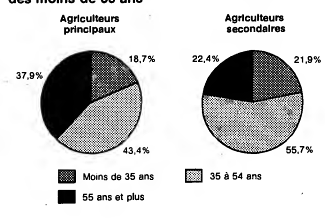
Les agricultrices secondaires canadiennes avaient en 1991 les proportions les plus élevées d'études postsecondaires et universitaires



La majorité des agriculteurs principaux de sexe masculin de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique étaient âgés de 55 ans et plus

La catégorie d'âge la plus importante parmi les exploitants agricoles à l'échelle nationale et dans les provinces était celle des 35 à 54 ans, sans égard à la profession ou au sexe (48 % de l'ensemble des exploitants à l'échelle nationale). Les exceptions concernaient les agriculteurs principaux de sexe masculin de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique. Dans ces cas, la proportion la plus importante d'exploitants se retrouvait dans la catégorie d'âge des 55 ans et plus.

En 1991, une moindre proportion d'agriculteurs principaux canadiens que d'agriculteurs secondaires se retrouvaient dans la catégorie des moins de 35 ans



En règle générale, un plus grand nombre d'agriculteurs secondaires que d'agriculteurs principaux avaient moins de 35 ans, tandis qu'un nombre plus restreint se retrouvaient dans la catégorie des 55 ans et plus.

En moyenne, les agriculteurs secondaires étaient en 1991 plus jeunes que les agriculteurs principaux (45 ans par rapport à 49 ans à l'échelle nationale).

Le Québec constituait l'exception, car les agriculteurs principaux y étaient plus jeunes en moyenne que les agriculteurs secondaires (44 ans par rapport à 45 ans). Le Québec a également enregistré en 1991 l'âge moyen le plus bas, soit 44 ans.

Tout comme il varie selon la profession, l'âge des exploitants agricoles varie selon le sexe. Les exploitantes étaient âgées en moyenne de 46 ans au Canada en 1991, comparativement à 48 ans pour les hommes. Les exploitantes étaient en moyenne plus âgées que les hommes uniquement à l'Île-du-Prince-Édouard (49 ans par rapport à 48 ans).

À l'échelle nationale, les exploitants inscrits en premier lieu sur le questionnaire étaient en moyenne plus âgés (49 ans) que ceux inscrits en deuxième lieu (45 ans). Les exploitants agricoles inscrits en troisième lieu étaient les plus jeunes, leur âge moyen s'élevant à 34 ans. Cette situation prévalait sans égard au sexe ou à la profession.

Des différences d'âge ont été observées pour les exploitants agricoles sur la base de l'ordre dans lequel ces derniers se sont inscrits dans le questionnaire du Recensement de l'agriculture.

Âge moyen des exploitants agricoles au Canada, 1991

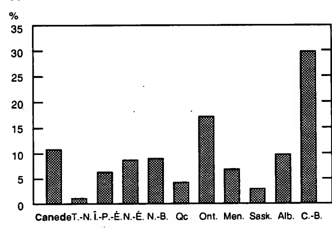
	Totel	Inscrits en premier	Inscrits en deuxième	Inscrits en troisième
		Âge		
Hommes				
Totel	48	49	42	31
Agriculteurs principaux	49	50	43	32
Agriculteurs secondaires	45	46	42	30
Femmes				
Total	46	50	45	43
Agriculteurs principeux	48	52	47	46
Agriculteurs secondeires	44	49	43	39
Tous les exploitants				
Totel	47	49	45	34
Agriculteurs principaux	49	51	46	35
Agriculteurs secondaires	45	46	43	34

Trente pour cent des exploitants de la Colombie-Britannique sont nés à l'extérieur du Canada

Les résultats du Recensement de 1991 ont indiqué qu'environ 11 % des exploitants agricoles canadiens étaient nés à l'extérieur du Canada. Les agriculteurs principaux et secondaires ont déclaré des pourcentages similaires.

Toutefois, on observait des différences significatives entre les provinces en 1991, plus particulièrement en ce qui touche la Colombie-Britannique, où 30 % de l'ensemble des exploitants agricoles et 35 % des agriculteurs principaux étaient nés à l'extérieur du Canada. On a enregistré les pourcentages les plus faibles d'exploitants nés à l'extérieur du Canada à Terre-Neuve (1 %), en Saskatchewan (3 %) et au Québec (4 %).

Les données du Recensement de 1991 ont indiqué que 11% des exploitants agricoles canadiens étaient nés à l'extérieur du Canada

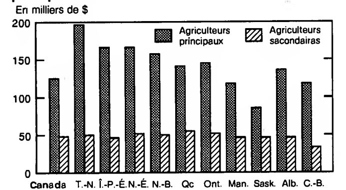


de 1991, plus élevés pour les agriculteurs principaux que pour les agriculteurs secondaires. Parmi les agriculteurs principaux, les hommes ont déclaré de manière régulière des valeurs moyennes plus élevées que dans le cas des femmes en ce qui touche les revenus agricoles bruts, la superficie des terres et la valeur du capital agricole.

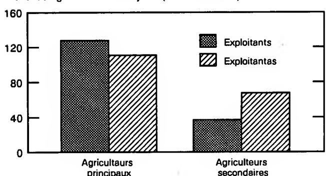
Chez les agriculteurs secondaires, il est toutefois intéressant de constater que les femmes sont associées à des exploitations dont les revenus agricoles bruts moyens, la superficie des terres (sauf en Colombie-Britannique) et la valeur moyenne du capital agricole étaient plus élevés que ceux de leurs homologues masculins.

Un grand nombre d'agricultrices secondaires ont en effet géré la ferme avec leur mari et ont occupé des emplois à l'extérieur de la ferme. Dans ces cas, les exploitants de sexe masculin étaient souvent des agriculteurs principaux, tandis que leurs épouses étaient des agricultrices secondaires. En conséquence, les agricultrices secondaires étaient généralement associées à des exploitations plus importantes (pour la taille, les revenus agricoles bruts et le capital agricole) que les agriculteurs secondaires de sexe masculin. Lorsque les agricultrices principales exploitaient seules des fermes, celles-ci étaient habituellement plus petites que les fermes exploitées par des agriculteurs principaux de sexe masculin.

Les revenus agricoles bruts moyens en 1990 étaient plus élevés chez les agriculteurs principaux



Les revenus agricoles bruts des agricultrices secondaires canadiennes étaient en 1990 plus élevés que ceux de leurs homologues masculins



Les agriculteurs secondaires exploitent des genres de fermes différents de ceux des agriculteurs principaux

Certains genres de fermes étaient plus susceptibles d'être exploitées par des agriculteurs secondaires. Parmi ceux-ci, mentionnons les fermes de produits de sève d'érable (80 %), les fermes d'élevage de chevaux (72 %) et de chèvres (65 %), les fermes consacrées à la culture du foin (65 %) et les fermes d'élevage de moutons (62 %).

Les genres de fermes qui étaient les plus susceptibles d'être gérées par des agriculteurs principaux étaient les fermes consacrées à la culture des champignons (89 %) et du tabac (88 %), les fermes laitières (86 %) et les fermes porcines (73 %).

Les agriculteurs principaux travaillaient un plus grand nombre de semaines par année et un plus grand nombre d'heures par semaine

Les agriculteurs principaux canadiens ont travaillé un plus grand nombre de semaines en 1990 (47 par rapport à 44) et un plus grand nombre d'heures durant la semaine précédant le jour du recensement (57 par rapport à 41) que les agriculteurs secondaires. Les moyennes pour l'ensemble de la population active étaient plus faibles que pour les deux groupes précédents : 41 semaines par année et 33 heures par semaine.

En 1991, 89% des exploitants de fermes consacrées à la culture des champignons au Canada étaient des exploitants principaux

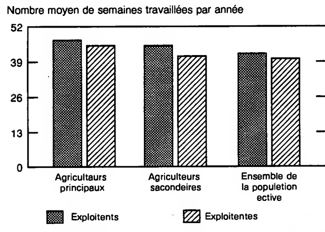
0 20 40 60 80 100%

Champignons
Tebac
Produits laitiers
Porcs
Bovins at porcs
Pommas da tarre
Blé
Autras manus grains
Autres grendes cultures
Haricots at pois sacs da grande culture
Volailla
Légumes
Autres combinaisons da grandas culturas
Tous les ganres da farmes
Produits de sarra
Bovins
Maïs-grein
Graines oléaginausas
Autres combinaisons de béteil
Animeux à fourrura
Tous les autres types
Greines de semance de plentes fourragères
Fruits et légumas
Fruits
Bovins, porcs et moutons
Autras spécialitás de bétail
Produits de pépinièra at gazon
Moutons at agneaux
Foin et eutras cultures fourregèras
Chèvres
Chavaux at ponays
Produits de le sève d'érable

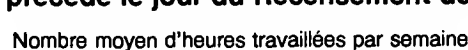
0 20 40 60 80 100%

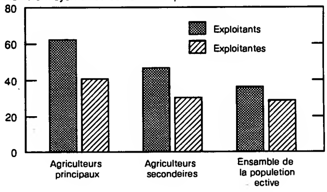
Agriculteurs principaux
Agricultaurs secondairas

Les agriculteurs principaux ont travaillé durant un plus grand nombre de semaines par année au Canada en 1990



Les agriculteurs principaux canadiens de sexe masculin ont déclaré le nombre d'heures de travail le plus élevé durant la semaine qui a précédé le jour du Recensement de 1991





L'agriculteur canadien – Un nouvel aperçu

Qui exploite les fermes du Canada ?

Dans le Recensement de l'agriculture de 1991, environ 62 % des exploitants agricoles ont déclaré que leur profession principale était l'agriculture, généralement à titre d'agriculteur ou de gérant de ferme. Pour les 38 % restants, l'agriculture constituait une profession secondaire, une activité à temps partiel ou un passe-temps, et leur profession principale était de nature non agricole.

Cette section de la publication, dont les données sont tirées de la base de données agriculture-population de 1991, présente le tableau le plus détaillé jamais présenté sur les exploitants agricoles canadiens. Ces derniers sont ici comparés à l'ensemble de la population active selon leur profession et selon leur sexe.

L'analyse se divise en deux parties. La partie 1 met l'accent sur l'ensemble des 390 725 exploitants agricoles (jusqu'à trois par ferme) dénombrés dans le Recensement de l'agriculture de 1991. Il s'agit d'un changement significatif, car les recensements de l'agriculture antérieurs à 1991 ne permettaient de recenser qu'un seul exploitant par ferme.

Les femmes représentaient le quart de tous les exploitants agricoles en 1991

	Total	Hommas	Fammas
	Nombra	%	
Canada	**390 725**	**74,2**	**25,8**
T.-N.	900	81,1	18,9
Î.-P.-É.	3 130	85,3	14,5
N.-É.	5 165	79,0	21,1
N.-B.	4 235	81,8	18,2
Qc	53 300	75,2	24,8
Ont.	100 865	71,3	28,7
Man.	34 780	77,4	22,6
Sask.	78 015	79,1	20,9
Alb.	81 380	73,2	26,8
C.-B.	28 955	65,3	34,7

La partie 2 fournit une perspective chronologique. Toutefois, pour ce faire, il faut omettre les deuxième et troisième exploitants pouvant figurer dans le Recensement de l'agriculture de 1991. Seul le premier exploitant mentionné pour chaque ferme dans le Recensement de l'agriculture de 1991 (278 095 au total) peut être comparé avec les exploitants uniques recensés en 1986 (293 090).

Profession principale

Comme les autres Canadiens, les exploitants agricoles ont déclaré leur profession principale pour la semaine qui précédait le jour du recensement sur le questionnaire du Recensement de la population. Les répondants ont été priés de ne déclarer qu'une seule profession.

Aux fins de cette publication, les exploitants qui ont déclaré comme profession principale «l'agriculture» seront considérés comme des **agriculteurs principaux**. Les exploitants qui ont déclaré une profession de nature non agricole seront désignés comme des **agriculteurs secondaires.**

Professions des exploitants agricoles au Canada, 1991

	Nombra	Pourcantaga du total
Exploitants agricoles ayant une profession agricole (agriculteurs principaux)		
Agricultaurs / gérants da farma	201 835	83,8
Autras professions agricolas	39 865	18,4
Total	**241 305**	**100,0**
Exploitants agricoles ayant une profession non agricole (agriculteurs secondaires)		
Travaillaurs du bâtimant	15 855	10,6
Gastionnairas at administrataurs	12 530	8,4
Travaillaurs spécialisés dans la vente	11 890	8,0
Employés da buraau	11 855	7,9
Parsonnal d'exploitation das transports	10 385	7,0
Tanaurs da livras at commis an comptabilité	9 555	6,4
Profassaurs	8 630	5,8
Travaillaurs spécialisés an mádacina at santé	7 775	5,2
Mácanicians at ráparataurs	5 955	4,0
Autras professions non agricoles	54 980	36,8
Total	**149 415**	**100,0**
Tous les exploitants agricoles	**390 725**	**100,0**

Partie 1

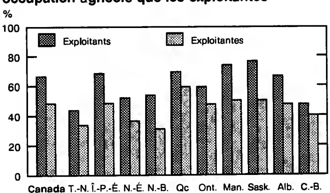
Profil des exploitants agricoles, 1991 – Ensemble des exploitants agricoles

Changements apportés au Recensement de l'agriculture de 1991 : un profil plus complet des personnes qui gèrent les fermes

En déclarant jusqu'à trois exploitants par ferme dans le Recensement de l'agriculture de 1991, les répondants ont fourni un compte rendu plus complet des exploitants au sein de l'agriculture canadienne. Cela nous permet d'examiner les caractéristiques de l'ensemble des 390 725 exploitants agricoles, mais nous limite aussi à ne dresser que le profil de 1991, car les recensements de l'agriculture antérieurs ne permettaient d'inscrire qu'un seul exploitant par ferme.

Parmi les 390 725 exploitants mentionnés dans le Recensement de l'agriculture de 1991, 149 415 (38 %) étaient des agriculteurs secondaires. Pour ces exploitants, l'agriculture constituait une profession secondaire, peut-être une activité à temps partiel ou un passe-temps. Ces agriculteurs pouvaient ainsi conduire un camion, enseigner à l'école, travailler dans la construction ou pratiquer la médecine, en fait s'adonner à pratiquement n'importe quelle autre profession.

En 1991, les exploitants de sexe masculin étaient plus susceptibles de déclarer une occupation agricole que les exploitantes



Pour de plus amples renseignements sur la confidentialité et l'arrondissement aléatoire utilisés dans cette section, *référez-vous à la page 30.*

Les autres exploitants agricoles du Canada, au nombre de 241 305, ou 62 % du total, étaient des agriculteurs principaux – habituellement des agriculteurs ou des gérants de ferme.

Environ les deux tiers des exploitants agricoles de sexe masculin au Canada étaient en 1991 des agriculteurs principaux, en comparaison de moins de la moitié des exploitantes

À l'échelle nationale, 66 % des exploitants de sexe masculin étaient des agriculteurs principaux, comme 49 % des exploitantes. Plus de la moitié des exploitants de sexe masculin dans l'ensemble des provinces à l'exception de Terre-Neuve (44 %) et de la Colombie-Britannique (48 %) étaient en 1991 des agriculteurs principaux. Dans la plupart des provinces, les exploitantes agricoles se retrouvaient majoritairement dans la catégorie des agriculteurs secondaires, sauf au Manitoba et en Saskatchewan, où la moitié des exploitantes agricoles étaient des agricultrices principales, et au Québec où 59 % des exploitantes étaient des agricultrices principales.

La Saskatchewan (77 %), le Manitoba (74 %) et le Québec (69 %) constituaient les provinces où l'on comptait les concentrations les plus importantes d'agriculteurs principaux parmi les exploitants agricoles de sexe masculin.

La majorité des exploitantes agricoles en 1991 géraient une ferme avec quelqu'un d'autre (90 % à l'échelle nationale). Habituellement, ces femmes exploitaient des fermes conjointement avec leur mari. Souvent elles détenaient en plus des emplois à temps plein ou à temps partiel à l'extérieur de la ferme. Elles déclaraient alors leurs activités agricoles comme une profession secondaire. Dans un grand nombre de cas, le mari a déclaré comme profession principale la gestion de la ferme.

On associe les agricultrices secondaires à des fermes plus importantes que celles de leurs homologues masculins

Comme on pouvait s'y attendre, les revenus agricoles bruts moyens, la superficie moyenne des terres et la valeur moyenne du capital agricole étaient tous, dans le Recensement de l'agriculture



BON DE COMMANDE

Publications de Statistique Canada

POSTEZ À : **Vente des publications Statistique Canada Ottawa (Ontario) K1A 0T6**	**TÉLÉCOPIEZ À : (613) 951-1584** Le bon télécopié tient lieu de commande originale. Veuillez ne pas envoyer de confirmation	**MODALITÉS DE PAIEMENT**
(En caractères d'imprimerie s.v.p.)		☐ Numéro d'ordre d'achat *(inclure s.v.p.)* ______
Entreprise ______		☐ Paiement inclus ______ $
Service ______		☐ Envoyez-moi la facture plus tard (max. 500 $)
À l'attention de ______		**Portez à mon compte :** ☐ MasterCard ☐ VISA
Adresse ______		Nº de compte ______
Ville ______	Province ______	Date d'expiration ______
Code postal ______	Tél. ______	Signature ______
		Numéro de référence du client ______

Numéro au catalogue	Titre	Édition demandée	Abonnement annuel ou prix de la publication			Qté	Total $
			Canada $	États-Unis $ US	Autres pays $ US		

	TOTAL	
Les clients canadiens ajoutent la taxe de 7 % sur les produits et services.	**TPS (7 %)**	
Veuillez noter que les réductions s'appliquent au prix des publications et non au total général; ce dernier pouvant inclure des frais de port et de manutention particuliers et la TPS.	**TOTAL GÉNÉRAL**	

Le chèque ou mandat-poste doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada – Publications. Les clients canadiens paient en dollars canadiens; les clients à l'étranger paient le montant total en dollars US tirés sur une banque américaine.

Pour un service plus rapide, composez	☎ **1-800-267-6677** ☎	**Comptes VISA et MasterCard**	**PF 03681 1991-01**

This order coupon is available in English upon request



